



Centres sociaux

Pour une transformation
écologique, solidaire
et citoyenne
de la société

La force d'un réseau pour agir

Centres sociaux

Pour une transformation
écologique, solidaire
et citoyenne
de la société

La force d'un réseau pour agir



Ours

COORDINATION DE LA PUBLICATION
Leslie Fefeu,
Isabelle Foucher

ONT CONTRIBUÉ À L'ÉLABORATION DE LA PUBLICATION

Céline Barthélémy,
Cécile Bisillon,
Sarah Chion-
Maugiron, Philippe
Deregnacourt,
Leslie Fefeu, Isabelle
Foucher, Léo Guéneau,
Laura Micheneau, Luc
Roussel et l'ensemble
des membres du
groupe national
"Transformation
écologique, solidaire
et citoyenne" de
la Fédération des
centres sociaux et
socioculturels de
France (FCSF)

PRODUCTION DES FACILITATIONS GRAPHIQUES
Pages 13, 15, 17, 21, 22,
24, 30, 31, 33
Pierre Maricourt

ET UN REMERCIEMENT PARTICULIER
Aux intervenant.es au
colloque organisé par
la FCSF en 2022

GRAPHISME
Vincent Montagnana
FCSF
Avril 2023

Le chantier national TESC
est soutenu par :



Sommaire

ÉDITO	4	PARTIE D	
INTRODUCTION		Les centres sociaux en action	36
La petite et la grande histoire de la question environnementale	6	1 Mobilités durables, partagées et solidaires	38
PARTIE A		2 Réemploi, recyclage et économie circulaire	41
Du développement durable à la transition écologique	8	3 Rapport au vivant et préservation de la biodiversité	45
1 Emergence de la question environnementale	9	4 Alimentation et circuits courts	49
2 Le développement durable	10	5 Energie et habitat / Numérique éthique et écologique / Pratiques internes	54
3 La transition écologique	11	PARTIE E	
4 Contre les thèses effondristes : il faut "compter sur les compétences politiques des citoyennes et citoyens"	14	Le réseau fédéral en action	58
5 Importance du facteur humain et rôle des émotions dans les ressorts du changement	15	1 En Auvergne-Rhône-Alpes	61
6 Quelques bonnes nouvelles pour finir ?	17	2 Dans les Hauts-de-France	64
PARTIE B		3 Dans le Centre-Val de Loire	65
La transition écologique : un enjeu de démocratie et de justice sociale	18	4 En Occitanie	65
1 Social et environnemental : tout est lié	20	5 Dans les Pays de la Loire	65
2 Les inégalités environnementales : de quoi parle-t-on ?	20	6 En Nouvelle Aquitaine	66
3 L'enjeu d'une justice sociale et environnementale	23	7 En Bretagne	66
4 Un enjeu majeur de démocratie	23	8 En Bourgogne-Franche-Comté	67
5 Pour des approches collectives et politiques de la question écologique	25	9 En Ile-de-France	67
● ZOOM sur l'écologie populaire	26	PARTIE F	
PARTIE C		Quelques ressources...	68
Les centres sociaux dans la transition écologique, solidaire et citoyenne	28	● ZOOM sur la thématique de l'alimentation à la croisée d'enjeux de démocratie et de justice sociale	71
1 Les centres sociaux ont plus d'une corde à leur arc pour agir en faveur de la transition écologique !	30	BIBLIOGRAPHIE	72
2 Le rôle des centres sociaux dans la transition écologique	31	GLOSSAIRE	74
3 Quels enjeux pour l'avenir ?	32	RÉFÉRENCES	76
● ZOOM sur les territoires ultramarins : Ile de la Réunion, Mayotte, Guadeloupe, Martinique, Guyane	34		

La force d'un réseau pour agir

La crise écologique n'est plus une hypothèse ou un risque, elle est devenue réalité : l'urgence est là. Alors que de nombreux scientifiques et militant.es interpellent de longue date l'ensemble de la société, nous restons embourbés dans un modèle de société à bout de souffle. Les transformations nécessaires se heurtent à des intérêts économiques puissants, ainsi qu'aux logiques délétères de récupération politique : les réponses proposées ne sont clairement pas à la hauteur des enjeux.

Face à cela, nous refusons les thèses effondristes et les hypothèses hasardeuses qui comptent sur la technologie ou la science, pour nous sortir de cette situation. Nous savons que nous devons changer profondément nos façons de vivre et nous sommes convaincus que nous avons la capacité de le faire. Pour cela, nous devons construire des actions qui vont bien au-delà des "petits gestes", sortir des approches individuelles culpabilisantes et agir collectivement à partir des questions sociales que vivent les habitant.es au quotidien. Nous devons aussi avoir une lecture politique de la situation, en termes de justice sociale et environnementale : nous savons que les inégalités se creusent dans notre société et que les catégories populaires, alors même qu'elles sont les moins responsables de la situation, sont les plus impactées par la crise écologique et les dégradations environnementales.

Le Labo de l'ESS, dans son étude réalisée en 2023 intitulée "Réussir une transition écologique juste", relève sept besoins fondamentaux pour l'humanité : se nourrir, se loger, s'équiper, se cultiver et se divertir, se déplacer, être en bonne santé, travailler et s'engager.



Les centres sociaux sont concernés par l'ensemble de ces besoins. Leur ancrage territorial, leur proximité avec les habitant.es, leurs manières de faire basées sur l'accueil inconditionnel et la participation citoyenne sont des atouts pour contribuer aux transformations nécessaires, aux côtés des autres acteurs de la société civile et des politiques publiques. Les centres sociaux sont des lieux où peut se fabriquer une vision commune d'une société désirable, où se construit le débat et l'esprit critique et où on peut agir concrètement sur son environnement.

Habitant.es, bénévoles, professionnel.les du réseau des centres sociaux, nous relevons le défi avec conviction et détermination ! Notre enjeu aujourd'hui est d'accélérer la dynamique, de construire un projet de vie commun, d'accompagner le débat et le pouvoir d'agir sur nos territoires, pour une véritable transformation écologique, solidaire et citoyenne de notre société.

Tarik TOUAHRIA, *Président de la FCSF*
et **Philippe DEREGNAUCOURT**,
*Administrateur national référent
du chantier TESC (Transformation
écologique, solidaire et citoyenne)*

Présentation de cette publication

Cette publication propose un point d'étape des réflexions menées au niveau national par le chantier "Transformation écologique, solidaire et citoyenne" (TESC), une dynamique inter-fédérale appuyée par la FCSF. Elle vise à partager les premières réflexions, des ressources et de nombreuses expériences pour s'inspirer collectivement. Parti de l'enjeu du "développement durable" (motion de la Fédération drômoise lors de l'Assemblée générale de la FCSF de Saint Etienne en 2019), le chantier a exploré les notions de transition écologique et d'écologie populaire, les alliances nécessaires ainsi que les

enjeux démocratiques et de justice sociale liés à la question écologique. Après l'organisation d'un premier cycle d'ateliers ("Ecologie et démocratie, même combat !?") en 2021, d'un colloque en 2022 ("Osons la transition écologique - la force d'un réseau pour agir") et la préparation d'ateliers dédiés au Banquet final de Lille en 2023 (sept ateliers thématiques), le chantier national a fortement contribué à ce que l'enjeu politique plus global d'une transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société s'inscrive comme un axe fort et transversal du projet fédéral national de 2024 à 2032.

Extrait du socle politique du projet fédéral national : "Pour une transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société"

Cette **vision de société** est issue des travaux du chantier national mais aussi de deux séminaires inter-fédéraux, dédiés à la construction du projet fédéral national :

« Nous voulons une société respectueuse du vivant avec une utilisation responsable des ressources. L'écologie que l'on défend est une écologie populaire, solidaire et joyeuse, qui apporte une réponse digne aux besoins des habitant.es, réduit les inégalités sociales et s'appuie sur la participation et l'émancipation de toutes et tous, pour plus de justice sociale et environnementale. Nous visons des relations plus saines, solidaires et durables entre les humains et permettant une meilleure qualité de vie, le partage équitable des richesses et des biens communs matériels (eau, alimentation, énergie, etc.) et immatériels (santé, éducation, arts et culture, etc.). Cela nécessite une transformation profonde et démocratique de notre société.

• **Transformer notre rapport au monde et nos modes de vie** : Notre société doit agir d'urgence pour préserver la biodiversité, lutter contre le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources. Notre réseau s'inscrit dans la fin du mythe d'une croissance infinie dans un monde fini, aux logiques économiques qui recherchent la croissance à tout prix, exploitent sans limites les ressources de la planète, privatisent les biens communs et orientent nos désirs. Nous devons repenser notre rapport à la nature : nous sommes

nature. Cela passe par un changement radical de nos façons de faire, de nos modes de vie et de consommation vers des pratiques plus sobres, plus responsables, qui ne soient pas au détriment de celles et ceux qui vivent une sobriété subie au quotidien et qui subissent déjà les inégalités, ni au détriment des autres pays dans le monde.

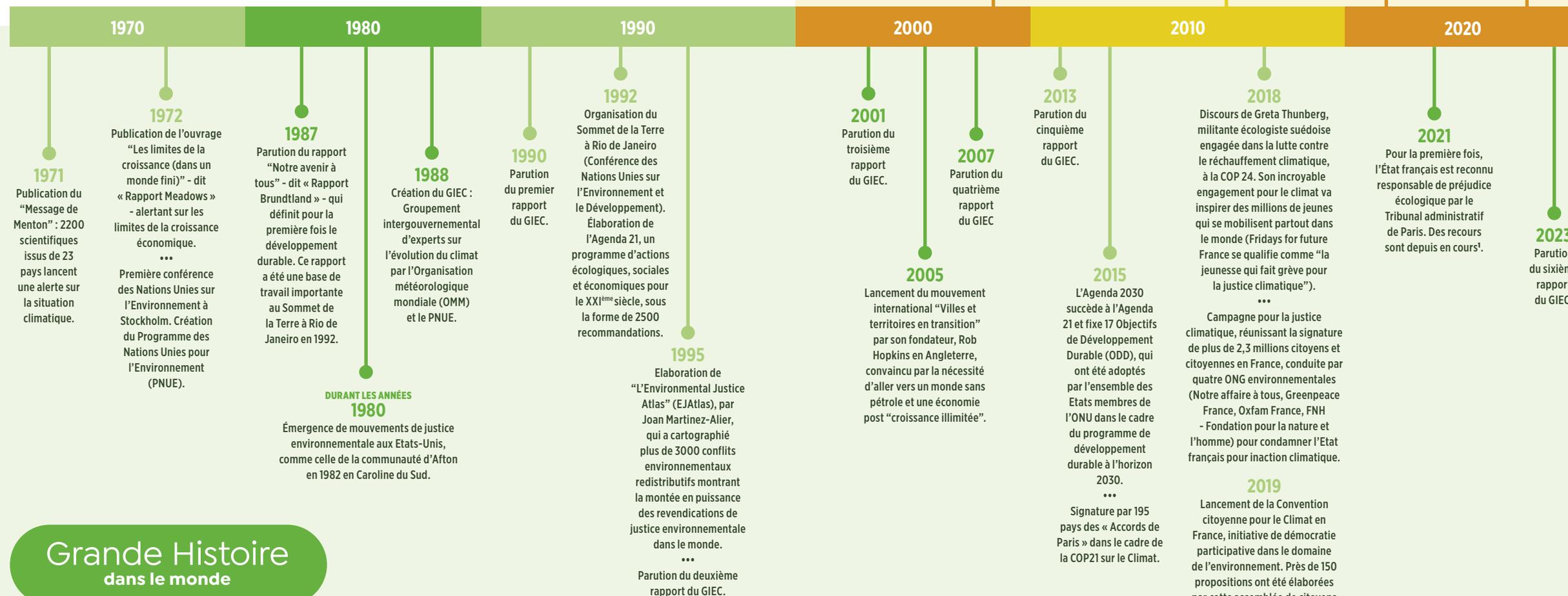
• **Changer nos politiques publiques et notre économie** : Les changements dans les politiques publiques et la sphère économique doivent intervenir à toutes les échelles (pays, villes et villages, quartiers) pour permettre un partage équitable des richesses. Nous devons sortir des réponses individuelles qui s'inscrivent dans une logique d'injonction, de culpabilisation et de responsabilisation, normatives et anxigènes, pour trouver des solutions systémiques.

• **La démocratie au cœur de la transformation écologique, solidaire et citoyenne** : Nous devons lutter contre le sentiment d'impuissance, créer de nouveaux imaginaires désirables, libérer la créativité, l'enthousiasme, le pouvoir d'agir des personnes et des collectifs. Le dialogue et la concertation avec les habitant.es et la société civile sont indispensables pour penser et construire la société de demain. Les initiatives et alternatives mises en œuvre localement (consommations locales et circuits courts, alimentation de qualité, réemploi, zones de gratuité et alternatives à l'économie de marché, mobilités douces ou durables, etc.) doivent être favorisées et soutenues. »

Du développement durable à la transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société

La petite et la grande histoire de la question environnementale dans notre réseau et dans le monde

.....



Petite Histoire dans le réseau des centres sociaux

Grande Histoire dans le monde



Réseau Jeunes national en 2019 organisé à Avignon sur le thème de l'urgence écologique. Parmi les actions de solidarité proposées aux jeunes : la visite du Mas de Carles, une ferme bio qui mène un travail d'insertion pour des personnes en difficultés sociales.

Partie A

Du développement durable à la transition écologique

Note : Cette partie s'appuie sur les interventions de Catherine Larrère, philosophe, spécialiste des questions de justice sociale et environnementale, et Stéphane Labranche, climatologue, contributeur aux 5^{ème} et 6^{ème} rapports du GIEC, lors du colloque "Osons la transition écologique et solidaire - La force d'un réseau pour agir" organisé par le chantier national TESC en 2022.

Introduction

“Question environnementale”, “développement durable” et “ODD”, “transition écologique et/ou énergétique” et plus récemment encore “bifurcation”... : de quoi parle-t-on ? Comment est jalonnée l'histoire de la question environnementale au niveau national et international depuis les années 1970 ? Cette première partie propose ainsi de remonter le temps et de plonger dans ces évolutions historiques.

1. Emergence de la question environnementale

La question environnementale est depuis son émergence une préoccupation globale, dépassant le niveau national, qui mobilise une partie importante du milieu scientifique et des instances internationales. On peut retenir trois étapes clés :

- **Le message de Menton** en 1971² est la première alerte scientifique. Une organisation non-gouvernementale, à l'initiative de militants pour la paix et de moines bouddhistes, rédige un texte fondateur, signé ensuite par

2200 scientifiques issus de 23 pays : « SOS Environnement. 2200 savants s'adressent aux trois milliards et demi de Terriens » et alerte sur « le danger sans précédent » menaçant l'humanité. Ce message, publié dans une dizaine de langues dans le *Courrier de l'Unesco* en juillet 1971, est remis au Secrétaire général des Nations Unies de l'époque, U Thant, dont la réaction est la suivante : « *Je crois que l'humanité a fini par prendre conscience du fait qu'il existe sur (et autour de) la Terre un équilibre délicat entre les phénomènes physiques*

Partie A

Du développement durable à la transition écologique

et biologiques, qui ne saurait être bouleversé étourdiment par notre ruée vers le développement technologique... Face à ce grave danger général, qui porte en lui les prémices d'une extinction de l'espèce humaine, il se pourrait bien que, de notre réaction commune, naisse le véritable lien entre tous les hommes. Le combat pour la survie de l'humanité ne peut être mené que grâce à un mouvement concerté de toutes les nations. »

• Les limites de la croissance (dans un monde fini) - dit « **Rapport Meadows** » - est la deuxième alerte, en 1972. Coécrit par trois scientifiques du Massachusetts Institute of Technology (MIT), ce rapport est à l'origine commandé par le Club de Rome³, cercle de réflexion rassemblant scientifiques, décideurs économiques et hauts fonctionnaires, dont le but est de s'interroger sur les limites de la croissance économique. La réponse est alors sans appel : « *une société qui consomme et produit toujours plus, pollue aussi toujours plus, sera confrontée à la raréfaction des ressources. Ainsi, les scientifiques estiment que, quels que soient les scénarios envisagés, la croissance infinie se heurtera nécessairement à des pénuries de matières premières.* »⁴ Ce rapport est à l'époque diffusé à seize millions d'exemplaires et devient un texte fondateur pour bon nombre de militants écologistes.

• Enfin, la première conférence des Nations Unies sur l'Environnement se tient à Stockholm en 1972 : **c'est la première conférence mondiale qui fait de l'environnement une question majeure**, marquant ainsi une prise de conscience internationale⁵. Le programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) est créé à sa suite et plusieurs éditions des Sommets de la Terre vont se succéder après 1972. C'est justement au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992 que les conférences de partie (COP) sur le climat sont adoptées par l'ONU.

Parmi les dates clés, 1988 marque la création du Groupement intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Le GIEC fait état des connaissances sur l'évolution du climat, ses causes et ses impacts. Il identifie également les possibilités de limiter l'ampleur du réchauffement, la gravité de ses impacts et de s'adapter aux changements attendus.

Les rapports du GIEC fournissent un état des lieux régulier des connaissances les plus avancées. Entre 1990 et 2023, on en compte six éditions. Cette production scientifique est au cœur des négociations internationales sur le climat. Elle est aussi fondamentale pour alerter les décideurs et décideuses ainsi que la société civile⁶.

2. Le développement durable

En 1987, le rapport "Notre avenir à tous" - dit « **Rapport Brundtland** » - fonde la notion de développement durable : « *Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.* »⁷ Ce rapport a été une base de travail importante au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992. Ainsi, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement⁸ place le curseur encore un peu plus loin en adoptant les engagements suivants :

• « *Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures.* »

• « *Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément.* »

• « *La situation et les besoins particuliers des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des pays les plus vulnérables sur le plan de l'environnement, doivent se voir accorder une priorité spéciale. Les actions internationales entreprises en matière d'environnement et de développement devraient également prendre en considération les intérêts et les besoins de tous les pays.* »

Ainsi, pour la première fois, le développement durable est articulé autour des trois piliers suivants : environnemental (ce qui est viable), économique (ce qui est efficace) et social (ce qui est juste).

Par ailleurs, l'**Agenda 21** voit alors le jour sous la forme d'un programme d'actions écologiques, sociales et économiques pour le XXI^{ème} siècle, adopté en 1992 à Rio⁹. Il décline l'idée de développement durable dans de nombreux domaines et signe plus de 2 500 recommandations pour affronter les défis globaux. L'Agenda 21 a inspiré une multitude de projets partout dans le monde dans des domaines aussi divers que la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, la promotion de la santé, de l'éducation ou encore la gestion durable des ressources.

En 2015, l'**Agenda 2030** succède à l'Agenda 21 et fixe pour les quinze années à venir 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), qui ont été adoptés par l'ensemble des Etats membres de l'ONU dans le cadre du programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁰.

Le point culminant de cette année 2015 est la signature des Accords de Paris lors de la COP21



sur le Climat. Après des années de négociations difficiles, 195 pays ont conclu dans la capitale française un accord mondial ambitieux, qui jette des bases solides pour la politique internationale et nationale sur les décennies à venir¹¹.

• C'est le **tout premier accord mondial juridiquement contraignant** sur le changement climatique.

• Les Etats signataires s'engagent ainsi à **contenir la hausse des températures bien en-dessous de 2 degrés** et à atteindre la neutralité carbone dans les meilleurs délais.

• Les pays développés **s'engagent financièrement en faveur des pays les plus vulnérables** aux changements climatiques à travers un fonds spécifique (Fonds Vert pour le Climat créé en 2009).

• **La société civile est intégrée au processus des négociations**, à travers "l'Agenda de l'Action" adopté en novembre 2016, qui rassemble les initiatives de la société civile de 180 pays.

3. La transition écologique

L'émergence de la notion de "transition écologique" va de pair avec un changement d'approche dans les réflexions sur le dérèglement du climat et l'empreinte de l'homme sur la nature. Avec la prise de conscience progressive de l'urgence de la situation, une nouvelle vision s'impose : **celle d'un changement d'ère dans l'histoire de l'humanité**. Dans le développement durable, il y a l'idée que le monde vit une crise qui serait limitée dans le temps, au même titre que des crises précédentes (économiques, politiques, etc). Dit plus simplement, derrière le développement durable, il y a l'idée de polluer moins pour polluer plus longtemps.

Or, toutes les données scientifiques concordent sur le fait qu'il faut faire en sorte que le présent ne dure pas, tel qu'il est actuellement, mais qu'il devient urgent d'imaginer un nouveau système, plus respectueux des ressources terrestres en inventant de nouveaux modes de vie et de consommation. C'est dans ce contexte

Partie A

Du développement durable à la transition écologique



« Il faut moins de voitures, moins de pollution des usines, moins de déchets, moins de pêche ! Il faut éteindre les lumières, donner les vêtements qu'on ne met plus et ne plus mettre de déchets dans l'eau. »

TÉMOIGNAGE D'UN ENFANT DE 7 ANS ISSU DE LA CAMPAGNE NATIONALE DES BANQUETS CITOYENS EN 2022

spécifique que le terme de “transition” fait son apparition, avec l'idée qu'il va falloir apprendre - et ce pour longtemps - à vivre dans un monde transformé. On parle d'ailleurs dès les années 2000 de l'entrée dans une **nouvelle ère géologique appelée “l'Anthropocène”**, qui définit « les impacts des activités humaines comme une force géologique capable de transformer le Système Terre au point d'engager la planète dans une nouvelle période de son histoire géologique. »¹²

L'Anthropocène est une nouvelle époque géologique, caractérisée par **l'avènement des hommes comme principale force de changement sur Terre**¹³.

« L'histoire de la Terre et celle de l'espèce humaine ont aujourd'hui convergé. Cette collision de deux Histoires marque une rupture dans la relation qui unit les hommes à la Terre. Pour la première fois, ce sont en effet ses habitant.es qui sont devenus les principaux moteurs des changements qui l'affectent »¹⁴. C'est à Eugene F. Stoermer (biologiste américain) et Paul Joseph Crutzen (chimiste et Prix Nobel de chimie néerlandais) que l'on doit ce concept, auquel se rallie progressivement la communauté scientifique mondiale. Selon leur théorie, l'Anthropocène débute avec la Révolution industrielle du XIX^e siècle.

Quand on parle de “transition(s)”, **deux référents** sont fondamentales :

- La première est politique et portée par **Jimmy Carter**, Président des Etats-Unis de 1977 à 1981. En 1979, le choc pétrolier ébranle l'économie américaine et le pays est confronté à une grave crise énergétique. Jimmy Carter souhaite alors construire une politique énergétique à l'échelle nationale, afin de promouvoir la préservation de l'énergie et la mise au point de ressources alternatives. Il parle à cette occasion de **“transition” (et non de “crise”) énergétique** - terme qu'il appréhende comme moins anxiogène et plus efficace.

- La seconde, plus récente, est militante à travers **Rob Hopkins**, enseignant en permaculture et initiateur du mouvement international **“Villes et territoires en transition”**. En 2005, il lance une initiative de citoyens et citoyennes engagé.es dans la transition énergétique à Totnes au Royaume-Uni. Depuis, des initiatives équivalentes mobilisent des milliers des citoyens et citoyennes à travers le monde (1400 initiatives dans 50 pays en 2016 !). **Chacun.e transitionne comme il ou elle l'entend** : création de jardins partagés, monnaies locales, logements accessibles, brasseries, éco-quartier, lutte contre les discriminations etc.¹⁵ L'origine de sa démarche est d'imaginer dès maintenant **un monde sans pétrole et une économie post “croissance illimitée” pour anticiper la crise climatique et mieux la stopper**. En 2010, il publie le *Manuel de transition* et, en 2016, le *Guide essentiel de la Transition*, dans lequel il reprend des principes fondateurs qui font la force de cette

COMMENT RÉUSSIR CETTE TRANSITION ?

IL FAUT RELIER « LA TERRE DONT NOUS VIVONS À LA TERRE OÙ NOUS VIVONS », DISAIT BRUNO LATOUR



philosophie : apprendre à travailler ensemble avec plaisir, imaginer l'avenir que nous souhaitons co-construire, tisser des liens au-delà de nos cercles habituels, mettre sur pied des projets inspirants et faire collectif en faisant partie d'un mouvement plus vaste. « Pour imaginer la société qui adviendrait après la fin de l'exploitation outrancière des hydrocarbures, nous manquons de matière pour nourrir notre imagination. Ni les médias, ni notre quotidien ne nous proposent de modèle. Notre imagination est bridée et c'est là que l'expérience de la transition offre une alternative [...] **Créer des histoires puissantes et délicieuses sur le futur est important** [...] Les groupes de transition sont autant de laboratoires de l'imagination : ils proposent un cadre pour rendre l'imagination des citoyens et citoyennes plus fertile. »¹⁶

Il y a donc deux approches qui s'affrontent dans la notion de “transition” :

- « **La fuite en avant** » misant sur la technologie, la technocratie et le capitalisme ou encore l'économie de marché comme mode d'organisation, pour réussir une transition vers une économie neutre en carbone ;
- **La volonté d'aller vers une décroissance** (notamment énergétique) en lien avec un “primitivisme” écologique (retour aux sources et à la terre), un rejet global du capitalisme ou de la civilisation industrielle et productiviste et l'accumulation des richesses.

4. Contre les thèses effondristes : “compter sur les compétences politiques des citoyennes et citoyens”

L'effondrement est un phénomène étudié depuis longtemps. Les récits de fins de civilisation peuplent notre histoire et notre culture à travers les différents arts¹⁷. La **collapsologie** est l'étude de l'effondrement, ou *collapse* en anglais (“tomber d'un bloc”, “s'écrouler”). Le mouvement a émergé autour de l'année 2015, période prévue pour l'effondrement de notre société dans les différents scénarios établis depuis les années 1970 - notamment dans le rapport Meadows. Ce rapport présentait en effet une étude sur l'état des ressources naturelles dans le monde et des modèles de prévision si la société continue son développement basé sur la croissance et l'industrie. Il tirait en quelque sorte la sonnette d'alarme sur les conséquences de la poursuite de notre modèle¹⁸.

Aujourd'hui, on souscrit globalement tous et toutes à l'alerte qui sonne¹⁹, sans pour autant tomber dans l'idée d'un effondrement global, simultané et complet de notre civilisation. La dimension complexe de la situation amène en effet une impossibilité de prévoir, une sorte d'imprévisibilité. « *Or, si l'effondrement est prévisible, c'est déjà contradictoire* », comme le rappelait Catherine Larrère*.

L'Anthropocène annonce en effet une grande période d'instabilité et d'incertitude : **notre civilisation**

* Invitée au colloque “Osons la transition écologique et solidaire - La force d'un réseau pour agir” organisé par le chantier national TESC en 2022



Bienvenue à l'atelier du Guidon au Centre socioculturel Le Kiosque à Benet en Vendée, un atelier participatif et solidaire pour réparer des vélos et promouvoir l'usage des cycles !

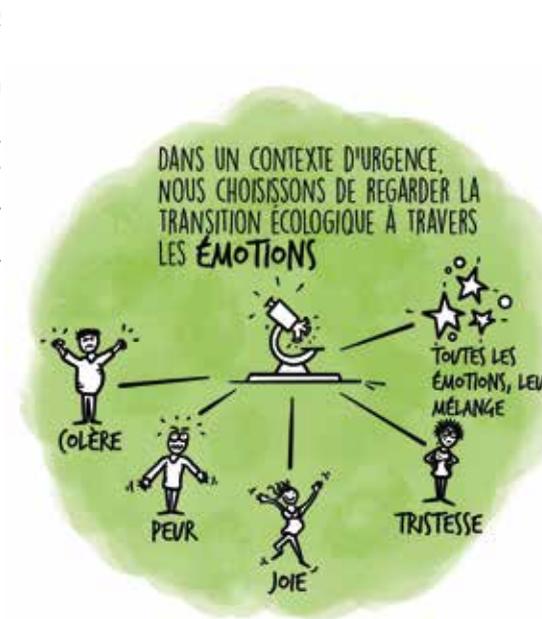
sation ne peut plus se développer de la manière que nous avons toujours connue. Notre modèle n'est plus tenable comme en témoignent les catastrophes sociales, migratoires, écologiques, géopolitiques à répétition²⁰. Pourtant, cette fragilité fait émerger des formes de résilience insoupçonnées. Par exemple, la crise de la COVID-19 et les confinements successifs ont été le théâtre d'élan de solidarité incroyables dans l'ensemble de la société. **La transition de notre société industrielle vers une société plus humaine, soutenable et juste** est au cœur des principales actions et alternatives qui naissent aujourd'hui, **en lien avec l'entraide et la solidarité** dont nous pouvons faire preuve.

Catherine et Raphaël Larrère terminent leur ouvrage *Le pire n'est pas certain - Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, publié en 2020, sur l'idée de **“compter sur les compétences politiques des citoyens et citoyennes”**. D'après eux, il ne faut pas séparer les compétences politiques et sociales. Contre l'idée très répandue que les questions écologiques demandent une expertise à la fois scientifique, technique et politique, que ne possède pas la plupart des gens, ils soutiennent que les initiatives des citoyens et citoyennes, qui ne sont ni scientifiques, ni spécialistes politiques, montrent qu'ils ont **la capacité de juger, non seulement de ce qui est bien pour elles et eux, mais de ce qui est également bénéfique au bien commun - qui est l'objectif démocratique.**

5. Importance du facteur humain et rôle des émotions dans les ressorts du changement

Stéphane Labranche*, dont les propos sont repris dans cette partie, est coordinateur scientifique d'un groupement international sur les changements de comportement et a contribué aux 5^e et 6^e rapports du GIEC. Il se définit comme un “sociologue du climat”²¹ car il étudie la question du climat de manière sociologique, c'est-à-dire la manière dont les populations réagissent au climat, dont elles en tiennent compte dans leurs décisions quotidiennes, par exemple, de manger, de se déplacer, etc. Ce qui l'intéresse plus particulièrement, ce sont les freins et les moteurs au changement qui interviennent dans le cerveau, via la psychologie et les émotions.

* Invité au colloque “Osons la transition écologique et solidaire - La force d'un réseau pour agir” organisé par le chantier national TESC en 2022



À chaque sortie du nouveau rapport du GIEC, deux constats se font jour :

- une certitude scientifique de plus en plus élevée que la cause des changements climatiques est principalement humaine ;
- une affirmation que le précédent rapport n'était pas assez réaliste et que les changements climatiques sont plus rapides que prévu.

Ainsi, les scientifiques du GIEC se tournent vers les sciences sociales pour **comprendre le facteur humain et les capacités d'adaptation des sociétés humaines**. Cette approche est en effet multidisciplinaire car elle croise les savoirs et connaissances en sciences cognitives, neurologie, philosophie, sociologie, économie ou encore en droit, pour comprendre comment et pourquoi on agit au quotidien plus ou moins rapidement sur la question.

Partie A

Du développement durable à la transition écologique



« En 2032, j'espère que les espaces verts deviendront nourriciers, que les arbres de la commune seront des fruitiers, que la culture fera vibrer la vallée et que les transports en commun, verts bien sûr, desserviront tous les hameaux. »

TÉMOIGNAGE D'HABITANT.ES ISSU DE LA CAMPAGNE NATIONALE DES BANQUETS CITOYENS EN 2022

Selon lui, les thèses effondristes portent des messages catastrophistes et de fin du monde en mettant en avant ce que l'on devrait éviter, ce dont on doit avoir peur mais sans évoquer ce vers quoi on a envie d'aller. **La peur peut être contre-productive au changement.** La montée du climato-scepticisme dans plusieurs pays peut s'expliquer par une tendance à être dans le déni du problème car on ne sait pas comment l'affronter.

Afin de ne pas tomber dans la fatalité ou l'angoisse, il s'agit **d'inventer dans nos imaginaires**

des futurs désirables. C'est la condition pour enclencher la mise en place d'alternatives à la société actuelle, basée sur les énergies fossiles, dont nous devons sortir. C'est ici que les émotions entrent en scène car elles jouent un rôle considérable sur la **prise de conscience et la mise en action individuelle et collective** face au dérèglement climatique. En opposition à la peur, on sait aussi que **le plaisir est un levier d'action important** car il correspond à une récompense du cerveau. En effet, notre cerveau n'est pas friand de charge mentale si on ne lui donne pas de plai-

Photo : Yann Castanier



Se rencontrer, s'entraider et réparer ensemble au lieu de jeter : voici la règle de trois du BOC@L au Centre social et socioculturel du Chemillois à Chemillé en Anjou dans le Maine-et-Loire (acronyme pour Bricole Locale) !



Photo : Marta Nascimento



Au Centre social La Colporteuse dans les Deux-Sèvres, on suit "l'école de la transition écologique" (ETRE), un centre de formation basé sur la pédagogie active et l'éducation populaire. En d'autres termes, c'est l'école de celles et ceux qui aiment apprendre par le "faire" et l'expérimentation.

sir à côté. Ainsi, un conseil que donne souvent Stéphane Labranche est²² : « *Si tu veux convaincre quelqu'un de devenir végétarien.ne, il ne faut pas parler de végétarisme mais plutôt faire une bonne bouffe végétarienne et donner la recette après !* »

Il est donc important, lorsque l'on aborde la question des "transitions", de parler de changement de valeurs et de comportements comme des chemins "positifs", dont les perspectives ont le potentiel de nous rendre heureux. Il faudrait pouvoir se donner des scénarios qui nous donnent envie, par exemple, d'une société dans laquelle bien vivre en 2025 et qui a réussi à prendre les virages nécessaires. Bien entendu, **il y a plusieurs chemins possibles et il ne s'agit pas d'en imposer un seul !** Il faut penser une diversité de scénarios afin que tout le monde puisse s'y retrouver.

6. Quelques bonnes nouvelles pour finir ?

La période est marquée par des évolutions dans les politiques publiques, dans la prise en compte globale des enjeux liés à la transition. Stéphane Labranche remarque également des **changements qui sont légers mais constants : des "tendances de fond"**²³. Par exemple, la part de la voiture diminue depuis une douzaine d'années et l'usage d'autres modes de mobilité augmente (vélo, marche à pied etc.). De même, sans pour

autant devenir végétarien.ne, il constate une légère diminution de consommation de viande au quotidien. Cela est encourageant !

Surtout, il note qu'une **myriade de projets en faveur de la transition écologique sont portés par les citoyens et citoyennes qui partagent un vrai plaisir à relever les défis ensemble.** Ils y trouvent un épanouissement individuel et collectif, tout en expérimentant le plus souvent des idées ou des intuitions. Dans ce cas, c'est aussi et surtout le sens que l'on trouve à ce qu'on fait, le fait de faire collectif, avec l'envie de « **ne pas participer aux problèmes mais de participer aux solutions.** C'est quelque chose qui émerge de plus en plus fortement et ce n'est ni une récompense financière, ni matérielle mais c'est une récompense symbolique. Pour moi, c'est important car les humains sont des animaux symboliques et on fonctionne beaucoup à la symbolique et c'est pour cela que ça a cet effet. »²⁴

Partie B

La transition écologique : un enjeu de démocratie et de justice sociale

Note : Cette partie s'appuie principalement sur les interventions de Catherine Larrère, philosophe, spécialiste des questions de justice sociale et environnementale, et Guillaume Gourgues, politologue, spécialiste de la démocratie participative et de la citoyenneté, maître de conférences en sciences politiques à l'université Lumière Lyon 2, invités du colloque "Osons la transition écologique et solidaire - La force d'un réseau pour agir" organisé par le chantier national TESC en 2022.

Introduction

Bruno Latour, sociologue et anthropologue français, à propos de la crise des gilets jaunes²⁵ :

« C'est la première fois qu'il devient clair pour tout le monde qu'il y a un lien entre transition écologique et justice sociale » (AOC, janvier 2019)

Pourquoi le social et l'environnemental ont si souvent été opposés ?

Comment déconstruire cette rhétorique "fin du monde" contre "fin du mois" ?

Après avoir tordu le cou aux idées reçues sur cette question, cette partie aborde la "justice sociale et environnementale" sous toutes les coutures. Inégalités environnementales, de quoi parle-t-on finalement ? Quels sont les liens entre le social et l'environnemental ?

Dans un second temps, c'est la dimension démocratique de la question environnementale qui est passée au crible. En quoi la transition écologique est-elle un sujet politique et comment passer d'une approche individuelle à des démarches collectives, participatives et citoyennes pour faire bouger les lignes ?



Réseau Jeunes national en 2019 organisé à Avignon sur le thème de l'urgence écologique. Zoom sur un porteur de paroles animé par les jeunes dans les rues avignonnaises pour interpeller les passant.es.

1. Social et environnemental : tout est lié

opposition prétendue entre le social et l'environnemental repose sur deux idées reçues bien enracinées :

- **“L'environnement, c'est un souci de riches”** : c'est une idée qui renvoie à la notion de post-matérialisme élaborée par Ronald Inglehart, politologue et sociologue américain, dans les années 70. Selon lui, la satisfaction des besoins physiques et matériels élémentaires dans les pays occidentaux laisse une place plus grande pour la réalisation de besoins immatériels, tels que le besoin d'épanouissement personnel ou intellectuel, ou encore la capacité à développer une sensibilité écologique. Cette thèse s'appuie sur la **théorie de la pyramide des besoins de Maslow**, selon laquelle les individus cherchent en premier lieu à répondre à leurs besoins matériels élémentaires (besoin de nourriture, de protection physique) avant de pouvoir se consacrer à d'autres besoins non-matériels comme la quête d'un épanouissement d'ordre intellectuel, esthétique ou existentiel²⁶. En bref, ce qui est sous-entendu ici, **c'est qu'il faudrait avoir atteint un certain niveau de confort pour se « permettre » d'être écologiste**²⁷. Au contraire, il s'agit justement souvent d'une question de vie ou de mort pour les plus démunis. Ainsi, tout comme il existe un écologisme de l'abondance, il existe partout dans le monde un écologisme des plus pauvres. Car non seulement les personnes pauvres dépendent étroitement de leur environnement pour survivre, mais c'est aussi vers eux et elles que sont transférées les activités les plus polluantes²⁸.
- **“L'environnement, c'est contre les pauvres”** : même si ce qu'il recouvre n'est pas tout à fait juste, cet argument n'est pas totalement erroné. On a eu l'exemple de la taxe sur les carburants lors du mouvement des gilets jaunes en France. Par ailleurs, il y a l'idée d'une politique du Nord qui s'impose au Sud. Lors des premières COP au début des années

2000, le développement durable a en effet été vu comme la volonté du Nord d'empêcher le Sud de se développer. Et enfin, une dimension économique : si on supprime les énergies fossiles, on supprime les emplois qui vont avec.

Les inégalités environnementales remettent en cause ces idées reçues, qui ne tiennent plus aujourd'hui. **Nul n'échappe aux inégalités environnementales** (changements climatiques, pollutions, épuisement des ressources, érosion de la biodiversité etc.) **mais certain.es en souffrent plus que d'autres, notamment les plus pauvres**. En effet, la même polarité entre riches et pauvres, groupes ou nations culturellement dominants et dominés, se retrouve entre les pays du Nord et les pays du Sud²⁹. Elles ont donc une double entrée car elles peuvent se constater entre les pays du globe mais aussi à l'intérieur de chaque pays.

2. Les inégalités environnementales : de quoi parle-t-on ?

Parmi les différentes formes d'inégalités environnementales, on retrouve deux inégalités de base :

- dans **l'accès aux ressources naturelles** (comme l'eau par exemple³⁰) et aux aménités (espaces verts, parcs etc.)
- dans **l'exposition aux effets du dérèglement de l'environnement**

Puis, on a des inégalités importantes dans :

- **la responsabilité vis-à-vis de la dégradation des ressources environnementales**. L'inégalité environnementale est alors redoublée et fait apparaître une réelle injustice : ce sont en effet celles et ceux qui sont les moins responsables

“

« Pour moi ce qui est inacceptable aujourd'hui, c'est qu'une minorité de personnes profite de la croissance économique et que le plus grand nombre soit condamné à suivre ce rythme effréné ; ce qui détruit à la fois les sociétés, les économies de production locale et la planète ! »

TÉMOIGNAGE D'HABITANT.ES ISSU DE LA CAMPAGNE DES BANQUETS CITOYENS EN 2022

des dégradations environnementales qui en subissent le plus les conséquences

- **les effets induits par les politiques écologiques**. Par exemple, souvent la construction d'un écoquartier (meilleure isolation des bâtiments, plus d'espaces verts etc.) fait monter les prix du logement ; ce qui ne permet pas aux plus précaires de s'y loger par exemple. De même, la taxe carbone était initialement une mesure pour réduire notre dépendance aux énergies fossiles. Néanmoins, opter pour un véhicule moins polluant ou se déplacer à vélo n'est pas un choix possible pour tout le monde. Lorsque l'on vit des problématiques de mobilité, la taxe carbone devient un impôt “régressif” car au lieu de porter sur les plus favorisés, il porte sur les plus défavorisés. C'est typiquement le point de départ de la mobilisation des gilets jaunes.

- **l'accès aux prises de décision relatives à la gestion des ressources naturelles et aux implantations toxiques** : lors de mobilisations locales contre des projets de construction d'usines d'incinération ou d'enfouissement de déchets radioactifs par exemple, on se rendait compte que les populations locales supportaient les conséquences de ces décisions mais sans avoir eu de part dans cette même décision.

“

«C'est plus facile d'avoir de grands principes lorsqu'on a les moyens de les assumer »

TÉMOIGNAGE D'HABITANT.ES ISSU DE LA CAMPAGNE NATIONALE DES BANQUETS CITOYENS EN 2022



Derrière ces inégalités, il y a l'idée de “répartition”. Quand on parle de justice, on parle d'égalité de distribution des maux et des biens mais cela s'applique également à la capacité de pouvoir décider de la situation, notamment lorsqu'une décision a un impact dans notre quotidien.

Les mouvements de justice environnementale se sont développés aux Etats-Unis à la fin des années 1980, comme dans la communauté d'Afton en Caroline du Sud qui luttait contre les dangers de sols surchargés en pyralène (PCB)³¹, produit chimique commercialisé par Monsanto. Cet événement a été le point de départ de mouvements populaires de protestation (*grassroots movements*) contre l'implantation de dépôts toxiques, l'usage excessif de pesticides, la contamination des airs et des eaux par des sites industriels ou miniers³².

En 1995, Joan Martinez-Alier, économiste de l'Université autonome de Barcelone, a cartographié plus de **3000 conflits environnementaux redistributifs** (conflits autour de l'eau, d'éoliennes, d'extraction de ressources naturelles, etc.), montrant ainsi la montée en puissance des revendications de justice environnementale dans le monde³³.

Partie B

La transition écologique : un enjeu de démocratie et de justice sociale

Les inégalités environnementales ne sont pas une nouvelle catégorie d'inégalités, c'est la dimension environnementale des inégalités sociales. Elles font apparaître un autre tableau social. Les inégalités sociales se mesurent généralement en inégalités de revenu ou de patrimoine. Or, aujourd'hui, une autre grille de lecture basée sur des types de données différentes est nécessaire pour calibrer et rendre visible la dimension environnementale de ces inégalités. Dans son ouvrage *Où sont les gens du voyage ?* paru en 2021, William Hacker met par exemple en évidence que la moitié des aires d'accueil de ces populations sont situées dans des zones qui subissent de fortes dégradations environnementales et à proximité de diverses sources de nuisance³⁴.

Quelques pancartes pour animer du débat sur un Banquet citoyen organisé à Evry-Courcouronnes en Essonne à l'été 2022 durant la campagne nationale à l'initiative d'un collectif de centres du territoire, agissant notamment auprès de populations des Gens du voyage.

Ces nouvelles formes de lutte ont fait émerger :

- De nouveaux acteurs : elles mobilisent notamment beaucoup plus de femmes qu'avant ;
- De nouveaux sujets de mobilisation : il s'agit de défendre un milieu de vie et plus uniquement un emploi. Ce n'est plus seulement la manière dont on est payé qui compte mais aussi comment on habite, comment on se déplace, comment on se nourrit etc.
- L'importance du territoire : la mobilisation peut se vivre à diverses échelles territoriales avec l'idée d'une "justice spatiale" à défendre, illustrée particulièrement par l'exemple du mouvement des gilets jaunes en France qui s'est déployé de manière spécifique dans les zones rurales et urbaines du pays.

Eloi Laurent, économiste et chercheur français, parle de « la capacité des riches à imposer les coûts de leurs comportements environnementaux aux plus pauvres » et en fait une des causes de la crise écologique³⁵.



De plus en plus, les formes de mobilisation se déplacent. Au XIX^e et XX^e siècle, l'usine était le lieu des luttes. Aujourd'hui, les luttes sociales ne portent plus uniquement sur la question du travail mais ce sont également des luttes écologistes pour assurer une souveraineté individuelle et collective, maintenir un milieu de vie dans des conditions justes pour toutes et tous.



Photo : Tous droits réservés

« Dans les quartiers, on est plus raisonnable et donc plus responsable vis-à-vis de l'écologie. Le système D, c'est de nous que ça vient »

TÉMOIGNAGE D'HABITANTS ISSU DE LA CAMPAGNE NATIONALE DES BANQUETS CITOYENS EN 2022

elles permettent de déconstruire les idées reçues sur l'écologie évoquées précédemment.

La dimension scientifique de la question environnementale est tellement ancrée dans les consciences qu'elle donne l'impression que la condition pour comprendre les questions écologiques est d'avoir un niveau d'expertise poussé ! Or, ces problématiques traversent le quotidien de chacun.e d'entre nous et il nous faut individuellement et collectivement adopter une nouvelle approche : celle **d'écrire ensemble une autre histoire de l'écologie, une histoire populaire, partant des inégalités qui sont vécues et racontées par celles et ceux qui en sont victimes**, qui se mobilisent et s'associent pour faire bouger les lignes.

4. Un enjeu majeur de démocratie

« La transition écologique est un sujet politique parce qu'elle est politisée dans notre société »

Guillaume Gourgues, politologue et spécialiste de la démocratie participative et de la citoyenneté**

Malgré les tentatives de positionner la transition écologique **uniquement comme une question technique ou technologique**, les personnes qui sont des "perdantes" aujourd'hui dans la manière dont s'organise le système d'un point de vue environnemental ou énergétique sont convaincues qu'il faut organiser une transition, qui suppose une répartition différente des richesses et

3. L'enjeu d'une justice sociale et environnementale

« On ne peut pas préserver l'environnement au détriment de la justice sociale, ni garantir la justice sociale au détriment de l'environnement »

Catherine Larrère, philosophe, spécialiste des questions de justice sociale et environnementale*

La mise à jour d'inégalités environnementales est donc sans appel : elles sont bien réelles et portent en elles des injustices criantes. Mais dans ce cas, pourquoi parle-t-on si peu de ces inégalités ?

La reconnaissance de ces inégalités environnementales est une des clés de la transition écologique que doit engager notre civilisation. Saisir les luttes qui y sont liées est primordial car

* Invitée au colloque "Osons la transition écologique et solidaire - La force d'un réseau pour agir" organisé par le chantier national TESC en 2022.

** Invité au colloque "Osons la transition écologique et solidaire - La force d'un réseau pour agir" organisé par le chantier national TESC en 2022.

Partie B

La transition écologique : un enjeu de démocratie et de justice sociale

une refonte du système de production de valeurs et du système économique dans son ensemble. **Les populations s'emparent donc du sujet et le mettent en regard avec leur propre situation, voire leur propre survie.** Face à ces enjeux de vie et de mort, on n'a donc jamais eu autant besoin de démocratie ! L'enjeu est d'ailleurs plutôt de s'intéresser aux formes que prend cette politisation du sujet dans la société par les citoyens et citoyennes.

On remarque que le discours "There is no alternative" s'immisce et s'enracine dans les politiques environnementales. Il consiste à dire qu'il existe des impératifs (économiques au départ et puis liés aux questions environnementales aujourd'hui) exigeant d'accroître les inégalités sociales. Or, les travaux de Valérie Deldrève³⁶ montrent l'impact bien supérieur des modes de vie bourgeois comparé aux modes de vie populaires. Face à ces inégalités environnementales, **la mobilisation est un signal fort d'"empowerment" (développement du pouvoir d'agir des habitant.es), afin de réduire ces injustices.**

Comme vu dans le chapitre précédent, les premières actions pour plus de justice sociale et environnementale, c'est donc d'abord de passer par le conflit. Il y a un besoin de pouvoir poser clairement les termes du dissensus, ce sur quoi nous ne sommes pas d'accord, en soulignant la part des responsabilités de chacun.e. En effet, **ce sont principalement des mobilisations qui permettent d'obtenir des concessions démocratiques** et d'enrayer des positions d'acteurs dominants qui en appellent aux petits gestes du quotidien et à la responsabilité individuelle.

Depuis 2019, on observe **une démultiplication des expériences de démocratie participative**, telles que la Convention Citoyenne pour le Climat créée en 2019, ayant pour vocation de donner la parole aux citoyens et citoyennes pour accélérer la lutte contre le changement climatique. Près de 150 propositions ont été élaborées par cette assemblée de citoyens et citoyennes français³⁷.

De cette Convention Citoyenne pour le Climat, on peut retenir deux aspects :



- **Un effet démonstratif** qui est positif, en montrant que lorsque l'on met des personnes dans des conditions favorables, chacun.e peut comprendre les questions écologiques, réfléchir collectivement et faire des propositions pertinentes. « *Les gens ne sont pas des idiots environnementaux et sont capables d'avoir des discours élaborés, très construits et très argumentés autour de la nécessité d'une transition et la nécessité d'un changement de modèle* », rappelle Guillaume Gourgues. Elle est donc la preuve de la **capacité des individus à s'approprier les enjeux climatiques, tout en mettant en avant la force de l'intelligence collective.**

- Mais elle a également entraîné une **forte déception** car à aucun moment durant son élaboration et réalisation, ce dispositif n'avait été pensé dans son lien au décisionnel et donc la suite à donner aux propositions émises. Le dialogue avec l'appareil exécutif a donc été un des écueils les plus notables de ce dispositif

« Il faut des alternatives locales mais le local ne fera pas tout et ne suffira pas. La transition doit être collective. »

TÉMOIGNAGE D'HABITANT.ES ISSU DE LA CAMPAGNE NATIONALE DES BANQUETS CITOYENS EN 2022

5. Pour des approches collectives et politiques de la question écologique

« *Défendre l'action collective, c'est d'abord défendre celle qui existe, avant de chercher les formules magiques pour éveiller les consciences. Quelle place on leur accorde dans la construction de l'action publique ? Quand on accompagne des actions collectives, jusqu'où on se donne le droit d'accompagner des logiques conflictuelles ou des logiques de dissensus ?* »

Guillaume Gourgues, politologue et spécialiste de la démocratie participative et de la citoyenneté

Selon plusieurs courants en sociologie, les individus seraient individualistes et atomisés dans la société et passer par le collectif permettrait de recréer du lien. Par conséquent, quand on parle d'un passage d'individuel à collectif, on a pris l'habitude d'aborder la question par le biais des mobilisations. Or, on pourrait également inverser la logique et faire l'hypothèse que l'approche de la question environnementale depuis les années 90 a été celle **d'une individualisation et d'une dépolitisation du problème**. On retrouve d'ailleurs une rhétorique dominante dans l'action publique autour des écogestes individuels qui continuent de diluer la part inégale des responsabilités dans le dérèglement climatique.

Dans l'organisation de la participation et de la délibération autour de l'environnement, on doit faire attention à ce que le diable ne se niche pas dans les détails. Pour reprendre l'exemple de la Convention Citoyenne pour le Climat : elle n'a pas été pensée dès le départ comme une mobilisation collective et politique mais plutôt comme un agrégat de personnes. A travers ce qu'elle a produit de bien et de moins bien, la Convention Citoyenne pour le Climat est un exemple éclairant pour penser et imaginer toute démarche de démocratie participative, notamment **dans la place et le rôle que l'on donne à ce type de dispositifs dans la prise de décision publique.**

Enfin, on constate que les formes collectives de mobilisation pour l'environnement peuvent déclencher un mouvement de répression assez fort et être **victimes de délégitimation** de la part des pouvoirs publics. En effet, comme le montre l'expérience de la Convention Citoyenne pour le Climat, des tensions sont palpables car les autorités publiques ne sont pas forcément favorables à toute sorte de changement au nom de la transition écologique et à participer à une **politisation de ces enjeux**. Or, c'est ensemble - acteurs politiques, publiques et citoyens - que nous réussirons à construire un scénario souhaitable et désirable pour notre avenir sur cette belle planète qui est la nôtre !

Quelle responsabilité des individus, des entreprises et de l'Etat face à l'urgence climatique ?

Dans sa publication *Faire sa part ?* sortie en 2019, Carbone 4 montre que le combat ne pourra être gagné que s'il est mené sur tous les fronts : au niveau individuel certes mais aussi au niveau collectif. Ainsi, les changements dans notre sphère économique et nos politiques publiques représentent les trois quarts des efforts à faire pour atteindre les objectifs de 2 tonnes de CO2 par personne et par an (décarbonation de l'industrie, du fret, du système agricole, des services publics, de l'énergie, etc.). Notre engagement individuel est donc indispensable (un quart de la baisse de notre empreinte carbone globale, c'est important !) mais doit être complémentaire à des changements de grande ampleur.

Cette publication est à retrouver en ligne : carbone4.com/publication-faire-sa-part

zoom sur L'ÉCOLOGIE POPULAIRE³⁸

Photo : Tous droits réservés



Au Centre social La 20e Chaise à Paris, un groupe de jeunes s'occupe de cinq ruches sur un toit de leur quartier.

“L'écologie que l'on défend est une écologie populaire, solidaire et joyeuse, qui apporte une réponse digne aux besoins des habitant.es, réduit les inégalités sociales et s'appuie sur la participation et l'émancipation de toutes et tous, pour plus de justice sociale et environnementale” (Extrait du socle politique du projet de réseau des centres sociaux 2024-2032)

La notion d' "écologie populaire" a été choisie par les acteur.rices du réseau, lors de la construction du projet fédéral, pour résumer notre vision de l'écologie et les pratiques portées par les centres sociaux. Elle nous invite à repenser la manière dont on pose l'enjeu écologique aujourd'hui dans la société, notamment la

place des catégories populaires de la population, ainsi qu'à valoriser davantage la manière d'aborder les questions écologiques dans nos projets avec les outils de l'éducation populaire.

“FIN DU MONDE” VERSUS “FIN DU MOIS” OU L'IMPASSE DU DÉBAT PUBLIC SUR L'ÉCOLOGIE

Ces dernières années, deux tendances se sont installées dans le débat public :

- un discours dominant autour de l'écologie, qui vise l'adoption d'une conscience écologique individuelle et qui valorise certaines pratiques et changements de comportements (les “éco-gestes” et de

manière générale l'éco-citoyenneté, la consommation bio, la pratique du vélo, etc), discours et pratiques portées principalement par les catégories moyennes et supérieures de la population, notamment issues des milieux urbains

- parallèlement, une image des classes populaires, en zones rurales ou en périphérie des villes, soumises à des impératifs de pouvoir d'achat, d'emploi ou de logement, qui seraient moins conscientisées politiquement et moins préoccupées par la question écologique

Ces discours ont alimenté le débat entre “fin du mois” et

“fin du monde”, tel qu'on a pu le vivre, notamment à l'occasion de la mobilisation des gilets jaunes. Jean-Baptiste Comby parle ainsi de “*dépossession écologique des classes populaires*” pour dire que **la manière dont est posée la question écologique aujourd'hui dans le débat public valorise en fait les pratiques des catégories “supérieures” de la population aux détriments des catégories populaires, qui resteraient cantonnées à leurs conditions matérielles d'existence.** Cette représentation a pu être accentuée par des récentes décisions politiques sur la transition écologique, qui n'ont pas pris en compte les inégalités sociales et environnementales, et contre lesquelles les catégories populaires se sont particulièrement mobilisées, alimentant les discours autour d'une écologie “punitive”. La transition écologique serait ainsi synonyme de précarisation et de difficultés d'adaptation pour les catégories populaires.

Les Banquets citoyens organisés par notre réseau à l'été 2022 (350 banquets sur tout le territoire) confirment l'intérêt des habitant.es de tous les territoires où agissent les centres sociaux : l'écologie est le second sujet le plus abordé par les habitant.es (un quart des débats), juste derrière la question des discriminations. On peut donc l'affirmer : **en territoires politique de la ville, en zones périurbaines comme en zones rurales, la question écologique préoccupe et mobilise les habitant.es, tout.es les habitant.es, y compris issu.es des catégories populaires.**

LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE, BERCEAU DE L'ÉCOLOGIE POPULAIRE

Les premières contestations pour faire reconnaître et lutter contre les injustices environnementales ont émergé dans les années 80. Depuis, les mobilisations prennent de l'ampleur partout dans le monde et un nouvel écologisme est en train de naître, à partir d'un double constat :

- Ce sont bien les plus vulnérables et les plus précaires qui souffrent le plus des conséquences du dérèglement climatique, de la dégradation de l'environnement (pollutions) et de la raréfaction des ressources
- Ce sont ces mêmes populations qui sont les moins responsables du dérèglement climatique, notamment par leurs modes de vie. A titre d'exemple : un ménage appartenant aux 10% de la population les plus riches émet en moyenne 33 tCO₂, soit 2,2 fois plus qu'un ménage moyen des 10% les plus pauvres qui émet 15tCO₂ par année.

UN IMAGINAIRE ÉCOLOGIQUE POPULAIRE BIEN RÉEL

Si la sobriété est souvent “subie” en raison de leurs conditions de vie, les préoccupations et pratiques écologiques sont bien présentes dans les catégories populaires de la population, même si elles ne sont pas nommées ainsi. Elles proposent un modèle alternatif aux discours dominant sur l'écologie.

Durant le mouvement des gilets jaunes en France en 2018, on parlait déjà d'un imaginaire écologique fondamentalement populaire avec en arrière plan des valeurs comme le “non-gaspillage”, la “modération”, le “bon sens”, le localisme etc. Cet imaginaire se rapproche d'une écologie du soin, du familial, du « moins », du local. Une écologie tournée vers son environnement proche, vers une manière d'habiter, de se déplacer, de consommer différemment. Une **“écologie de la débrouille” parfois mais également un rapport singulier à son territoire, en lien avec un ancrage fort dans son quartier ou dans son village.** Ainsi, l'empreinte carbone plus faible des catégories populaires ne s'explique pas qu'en raison de la faiblesse de leurs revenus : c'est aussi parce qu'elles cultivent un imaginaire différent et ont d'autres modes de vie.

C'est pourquoi aujourd'hui, il semble indispensable de dépasser les clivages “fin du monde” et “fin du mois”. **L'enjeu est d'envisager l'écologie dans sa pluralité** : les attitudes et les pratiques divergent dans la société, les justifications aussi, mais elles sont toutes des formes d'engagement et de mobilisation en faveur des enjeux environnementaux. La notion d'écologie populaire invite donc à l'adoption de nouveaux logiques de pensée, ouverts à d'autres pratiques et attitudes, mais aussi une véritable prise en compte des inégalités dans des politiques publiques, pour plus de justice sociale et environnementale.

Partie C

Les centres sociaux dans la transition écologique, solidaire et citoyenne³⁹

Note : Cette partie s'appuie principalement sur les interventions d'Eleonore Laroyenne, à l'époque directrice du développement de l'A.C.S.R.V, d'Isabelle Petit, présidente du centre social Dutemple à Valenciennes, et Lucie Baptiste, à l'époque animatrice fédérale de la Fédération des centres sociaux Maine-et-Loire Mayenne, invitées du colloque "Osons la transition écologique et solidaire - La force d'un réseau pour agir" organisé par le chantier national TESC en 2022.

Introduction

Après avoir balayé les évolutions de la question environnementale et mis l'accent sur l'articulation indispensable entre la dimension écologique et la dimension sociale pour construire un avenir partagé pour toutes et tous, on se pose maintenant la question : quelles spécificités portent les centres sociaux ? En quoi sont-ils légitimes pour être acteurs d'une "transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société"* et quels enjeux pouvons-nous identifier pour avancer dans cette direction ?

* Intitulé de l'axe A du futur projet fédéral du réseau national des centres sociaux et socioculturels

Place de la transition écologique et solidaire dans les projets sociaux en 2023



40%
des centres sociaux ont fait de la transition écologique un **axe transversal** de leur projet social



13%
des centres sociaux ont fait de la transition écologique un **axe spécifique** de leur projet social



15%
des centres sociaux ont des ressources humaines dédiées (temps salariés et/ou bénévoles)



35%
des centres sociaux ne font aucune mention de la transition écologique dans leur projet social

D'après les données collectées par l'Observatoire des centres sociaux et des espaces de vie sociale en France (SENACS) en 2023



A "l'école de la transition écologique" (ETRE) au Centre social La Colporteuse dans les Deux-Sèvres, les sourires se lisent sur les visages pour les apprentis de cette formation collective.

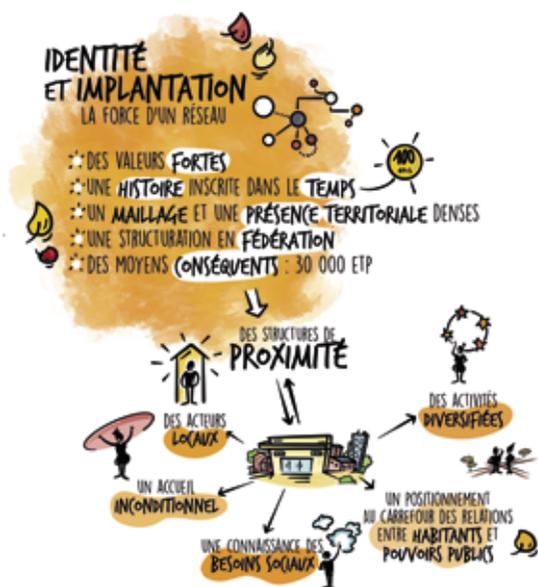
1. Les centres sociaux ont plus d'une corde à leur arc pour agir en faveur de la transition écologique !

Au même titre que d'autres acteurs de la société, les centres sociaux sont concernés et impactés par les transitions en cours. Leur action pour répondre à ces enjeux sociétaux est parfois peu visible et pourtant, le réseau foisonne de projets, de soutien d'initiatives citoyennes, d'expérimentations et d'innovations sociales en la matière. En effet, les centres sociaux s'engagent presque de manière naturelle en faveur de la transition écologique, solidaire et citoyenne, en raison de **leurs valeurs et façons de faire inscrites dans leur Histoire.**

Les centres sociaux sont des structures de proximité et agissent au quotidien sur le terrain. Ils sont connus et reconnus par les habitant.es qu'ils accompagnent à travers **un accueil inconditionnel, leur écoute large, la mise en place d'espaces libres de discussion et de débat, une posture de facilitation** pour permettre à chacun.e de mieux comprendre les systèmes en place et les enjeux liés aux questions sociales et démocratiques : identifier ce qui pose problème, ce qui fait levier, ce que l'on peut transformer et comment on s'auto-organise pour peser sur des décisions. Dans un centre social, les habitant.es se réunissent, échangent, se rencontrent, s'entraident, agissent collectivement dans le cadre de projets concrets. **Ils font collectif et font donc société !**

De plus, ils ont plusieurs portes d'entrée avec une palette d'activités large, accueillant un public mixte dans une philosophie fondamentale à l'ensemble des structures : l'accueil inconditionnel. Ce sont **des lieux conviviaux et créatifs, dans lesquels se tisse un lien social.**

Les compétences professionnelles, leur connaissance du territoire et des partenaires locaux, leur proximité avec les populations - notam-



ment les plus précaires et les plus vulnérables - et leur analyse des besoins sociaux font donc des centres sociaux **des ressources précieuses et des acteurs plus que légitimes** pour agir en faveur de la transition écologique, solidaire et citoyenne.

Les témoignages des acteurs du réseau montrent que bien souvent, **on arrive à la question écologique en partant des questions sociales que vivent les habitant.es des territoires** : c'est par le social qu'on arrive à l'écologique. C'est en

« Quel que soit l'âge, tout le monde a sa place pour faire société. »

TÉMOIGNAGE D'HABITANT.ES ISSU DE LA CAMPAGNE NATIONALE DES BANQUETS CITOYENS EN 2022

effet parce que des problèmes sur l'habitat, les mobilités ou encore l'alimentation, se posent, que les actions menées avec les habitant.e.s abordent les enjeux écologiques qui sont liés.

2. Le rôle des centres sociaux dans la transition écologique

Les centres sociaux sont incontournables dans l'écriture de nouveaux récits autour de la transition écologique : comment "penser" le monde de demain ?

Pour écrire de nouveaux récits autour des "transitions" de notre société, l'engagement d'une large diversité d'acteurs est nécessaire, bien au-delà de celles et ceux "qui savent". Il faut en effet **sortir le sujet du cercle des expert.es** car il y a des enjeux cruciaux **d'appropriation, d'inclusivité, d'apprentissage, de formation et d'expérimentation.** Chacun.e d'entre nous compose cet écosystème territorial et le centre social a, pour toutes les raisons évoquées dans la partie précédente, tous les atouts pour prendre une place pérenne dans le paysage des forces vives locales.

Pour écrire de **nouveaux récits inclusifs et justes** autour des "transitions", il faut déconstruire

Photo : Yann Castanier



PLACE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE AU SEIN DES PROJETS SOCIAUX

A PARTIR DU CAS DES CENTRES SOCIAUX DU BASSIN MINIER DU NORD

GLOBALEMENT, LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EST ABSENTE DES PROJETS SOCIAUX, LES TERMES, LE SUJET EN TANT QUE TEL, NE SONT PAS TRAITÉS

MAIS AU QUOTIDIEN, LA TRANSITION EST BIEN LÀ, À TRAVERS LES QUESTIONS DE MOBILITÉS, D'ALIMENTATION, DE LOGEMENT, DE PROTECTION DU VIVANT... ELLE EST MÊME PARTOUT !

ON FAIT DE LA TRANSITION SANS LE SAVOIR !

nos schémas de pensée, inventer des scénarios positifs et libérer l'imaginaire, comme l'explique également le sociologue du climat, Stéphane Labranche dans la première partie de cette publication. En effet, ces scénarios sont des outils exploratoires permettant de tirer le trait d'union nécessaire entre la sensibilisation et l'action, de se projeter à différents niveaux, de réfléchir à l'avenir et ainsi de vivre différemment les incertitudes liées aux enjeux climatiques. Les centres sociaux sont par ailleurs des **lieux de débat démocratique**, d'expression, d'écoute bienveillante et de collecte de paroles et de témoignages, mais également des **lieux qui accueillent les émotions** des habitant.es.

« Ils ont le pouvoir d'écouter et nous le pouvoir d'agir ! »

TÉMOIGNAGE D'HABITANT.ES ISSU DE LA CAMPAGNE NATIONALE DES BANQUETS CITOYENS EN 2022

Une machine à coudre en panne...? Heureusement, les bénévoles du BOC@L au Centre social et socioculturel du Chemillois à Chemillé en Anjou dans le Maine-et-Loire accueillent petit.es et grand.es dans une ambiance conviviale.

Partie C

Les centres sociaux dans la transition écologique, solidaire et citoyenne

A travers leurs savoir-faire et leur convivialité, ils créent donc **des conditions favorables à des démarches d'exploration collective stimulant la créativité et l'inventivité des individus**. Ils sont au cœur de la fabrique de ces nouveaux récits et de ces alternatives collectives et choisies (et non subies) pour "penser" le monde de demain. Et c'est bien ce dont nous avons besoin pour **réfléchir et agir collectivement sur les "destinations" que l'on souhaite atteindre dans un futur proche, souhaitable et désirable pour l'humanité et pour la planète !**

Les centres sociaux sont incontournables dans la mise en œuvre d'actions en faveur de la transition écologique : l'importance du "faire ensemble"

Pour avoir envie de transformer la société, il faut être conscient.e que l'on a le pouvoir d'agir sur les choses, que ce que l'on fait a un impact : c'est un remède face à l'angoisse et au sentiment d'impuissance.

En mobilisant les ressources dont ils disposent en matière de savoirs, savoir-être et savoir-faire, ils permettent d'impulser du changement :

- ils accompagnent les habitant.es dans la **prise de conscience** des enjeux environnementaux
- ils favorisent **l'échange et la (ré)appropriation** des savoirs et des connaissances sur le sujet

« Le centre social, c'est le trait d'union entre les institutions et les familles. »

TÉMOIGNAGE D'HABITANT.ES ISSU DE LA CAMPAGNE NATIONALE DES BANQUETS CITOYENS EN 2022

- ils invitent à **l'expérimentation, à faire des "pas de côté"**, à s'ouvrir aux possibles, notamment comment faire autrement et comment faire en commun

- ils accompagnent les **émergences d'alternatives citoyennes** qu'ils essaient et partagent au niveau du réseau national

3. Quels enjeux pour l'avenir ?

Pour appuyer les démarches qui concourent à la transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société, nous avons besoin de :

- **Faire système et transformer nos pratiques** : en infusant le changement dans l'ensemble de nos activités, en intégrant la notion de "transitions" dans nos projets sociaux et en imaginant d'autres manières de "penser" le monde, tout en diffusant et en s'appuyant sur l'existant

- **Former nos équipes** : en amenant des clés de compréhension pour appréhender les enjeux, en faisant culture commune sur le sujet et en construisant un discours et des référentiels communs - co-écrire et raconter une "histoire populaire de l'écologie" pour reprendre les propos de Catherine Larrère dans la partie précédente - pour agir au quotidien dans le centre social avec les habitant.es

- **Accompagner les habitant.es à la conscientisation de ces défis environnementaux et à la mise en mouvement collective** : en développant leur pouvoir d'agir sur ces questions à travers nos pratiques d'éducation populaire - l'information, la sensibilisation, la mise en débat et l'expérimentation - pour réduire le sentiment d'impuissance et passer de l'action individuelle à la démarche collective

- **Renforcer notre capacité à construire de l'alliance** : en s'appuyant sur la fonction "assemblée" du centre social et sur la force de notre réseau national, en faisant converger nos partenaires et nos alliés - publics, institutionnels, associatifs, scientifiques, militants - au niveau local et national pour créer des synergies



zoom sur LES TERRITOIRES ULTRAMARINS : ILE DE LA RÉUNION, MAYOTTE, GUADELOUPE, MARTINIQUE, GUYANE

COMMENT CES RÉGIONS SONT-ELLES IMPACTÉES PAR LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ?

QUELS RÔLES Y JOUENT LES CENTRES SOCIAUX ET ESPACES DE VIE SOCIALE AUPRÈS DES HABITANT.ES ?

Depuis 2018, et même plus tôt pour l'île de la Réunion, les centres sociaux et les espaces de vie sociale se développent sur les départements d'Outre-Mer. Nous étions, début 2023, à 52 centres sociaux et 139 espaces de vie sociale sur ces territoires. Le développement des structures d'animation de la vie sociale s'appuie sur un terreau d'initiatives locales portées par des associations ou des collectivités locales agissant depuis des décennies sur ces territoires.

Alors que les départements ultra-marins sont extrêmement différents les uns des autres en termes de géographie, de démographie, de peuplement, d'économie, de culture, le récit principal qui nous est donné quand nous faisons le lien entre DROM et transition écologique est celui de la préservation de la biodiversité. En effet, 80% de la biodiversité française se trouve en OUTRE-MER. Les images qui nous viennent sont

celles de la forêt amazonienne en Guyane, les barrières de corail à Mayotte ou l'île de la Réunion, la préservation des tortues en Guyane ou en Guadeloupe. Si les centres sociaux sont engagés sur ces sujets, il est nécessaire d'aller

au-delà de cet imaginaire de cartes postales, pour constater que les centres sociaux et espaces de vie sociale fondent leurs actions sur des problématiques environnementales qui touchent d'abord le quotidien des habitant.es.

Les changements climatiques impactent directement le quotidien et les besoins fondamentaux des habitant.es comme la pénurie d'eau potable à Mayotte. Les centres sociaux sont alors en première ligne : soit en agissant dans l'urgence en facilitant la distribution d'eau potable pour les familles ; soit en prévention en agissant sur l'entretien des cours d'eau pour éviter que l'eau de pluie ne soit rejetée trop vite à la mer. Quand l'accès à l'eau n'est plus garanti, les centres sociaux sont directement confrontés à des questions de justice sociale et de respect de la dignité humaine.

La question de la transition écologique est un sujet prégnant sur ces territoires. Il est d'autant plus prégnant que quatre d'entre eux sont concernés par l'insularité qui surexpose aux conséquences des changements climatiques. Comme nous l'avons vu avec l'eau, c'est la gestion des ressources qui impacte le projet centre social. Le traitement des déchets a un coût économique encore plus important pouvant conduire à une absence de traitement et à l'existence de décharge sauvage. La pollution des sols (Martinique et Guadeloupe) avec la chlordécone limite la possibilité de trouver des terres cultivables et non polluées. Dans ce cadre, les centres sociaux expérimentent et innovent pour créer des jardins partagés, afin d'avoir une production comestible et améliorer le retraitement des déchets. En Guyane, les populations vivant au bord des fleuves (Oyapock, Maroni) sont impactées par les pollutions liées à l'orpaillage illégal mais également par le projet « Montagne d'Or », qui a mobilisé contre lui une partie de la population en particulier amérindienne.

Ces quelques exemples, auxquels sont confrontés les

territoires ultramarins, montrent que la transition écologique doit se faire en intégrant ces problématiques dans des territoires où les taux de pauvreté sont les plus importants nationalement. Ces questions doivent également être pensées à la lumière d'une histoire coloniale et esclavagiste qui imprègne encore les relations sociales. Le traitement de la question de la production intensive de la banane en est un exemple en Guadeloupe et Martinique.

C'est dans ce contexte que les centres sociaux et espaces de vie sociale des territoires d'Outre-Mer prennent en compte la question de la transition écologique comme une préoccupation majeure des projets sociaux en lien avec les problématiques sociales des habitant.es et de justice sociale. Aborder ce sujet avec les départements ultra marins, c'est aussi une invitation à ouvrir nos horizons à des réalités nouvelles, ancrées dans une diversité culturelle et humaine, source d'enrichissement pour notre réseau et de valorisation de réalités sociales, écologiques et dans leur rapport à la nature, différentes de celles connues en Hexagone.



Participation de l'association et espace de vie sociale Roulé mon Z'avions sur l'île de la Réunion à la journée mondiale du nettoyage de notre planète (World Cleanup Day), qui a mobilisé en 2023 195 pays, plus de 19 millions de participant.es et collecté 200 000 tonnes de déchets. worldcleanupday.fr

Quand l'accès à l'eau n'est plus garanti, les centres sociaux sont directement confrontés à des questions de justice sociale et de respect de la dignité humaine.

Partie D

Les centres sociaux en action

Introduction

Notre réseau des centres sociaux et socioculturels fourmille déjà de mille et une initiatives en faveur de la transition écologique, solidaire et citoyenne. Les pages suivantes proposent de parcourir sept familles thématiques et de partager des exemples de projets et de pratiques qui se font déjà sur les territoires. **Loin d'être exhaustif, ce repérage est avant tout un support pour découvrir, s'inspirer et essayer des pratiques et des pépites** de notre réseau qui ont déjà fait leur preuve ailleurs !

Aujourd'hui, les centres sociaux sont déjà des acteurs de la transition écologique et solidaire !



92%

des structures ont mis en place des actions avec les habitant.es en lien avec la transition écologique et solidaire, dont :



63%

sont des ateliers pratiques pour réduire son empreinte écologique (zéro déchet, alimentation durable, etc.)



56%

sont des actions de solidarité basées sur du réemploi et l'économie circulaire (repair café, recycleries, vestiaires solidaires, etc.)



11%

sont des projets organisés pour des achats groupés et/ou locaux à destination des habitant.es



61%

sont des jardins partagés



30%

sont des projets de mobilités durables sur le territoire (covoiturage, accompagnement vers des mobilités douces)

L'éducation populaire au cœur des pratiques des centres sociaux à travers l'écoute, l'information et la mise au débat des questions environnementales :



54%

proposent des débats et échanges aux habitant.es sur la vie quotidienne (mobilité douce, alimentation, recyclage, économies d'énergie, etc.)



40%

proposent des débats, échanges et ateliers sur des enjeux de transition écologique, notamment autour de la préservation de la biodiversité, des effets du dérèglement climatique, de l'accès aux ressources, etc.



29%

ont appuyé des collectifs d'habitant.es mobilisés sur la thématique (covoiturage, entraide, jardin partagé, monnaie locale, système d'échanges et de seconde main, etc.)



A l'interne, **95%** des structures ont engagé des pratiques liées à la transition écologique et solidaire dans leur centre social (quelques actions en bref : achats groupés, actions de sensibilisation des équipes, achat et utilisation de matériel reconditionné, économies d'énergies, compostage, achats alimentaires en circuits courts et/ou locaux, tri sélectif, flotte de véhicules électriques, forfait mobilité durable, etc.)



Dans la joie et la bonne humeur : on échange, on s'amuse, on partage des savoirs au BOC@L, qui est le Repair Café du Centre social et socioculturel du Chemillois à Chemillé en Anjou dans le Maine-et-Loire.



Mobilités durables, partagées et solidaires

Département	Centres	Actions
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES		
	1 Centre social Pôle Pyramide 01000 Saint-Denis- lès-Bourg	Transports solidaires pour publics seniors
	2 Centre social Plateau-Gare 01000 Bourg- en-Bresse	Triporteur
	3 Atelier FICA, Espace de vie sociale 01800 Meximieux	Atelier de réparation de vélo
	4 Centre social La Paz 26190 Saint-Jean- en-Royans	Location de vélos électriques (prêt à longue durée) & atelier de réparation de vélo
	5 Carrefour des habitants du Nyonsais 26110 Nyons	Bouquet de solutions « mobilité » (garage participatif solidaire vélo et remise en selle, covoiturage de proximité « devenez un rossignol », auto-partage, location de VAE, transport solidaire, projet garage solidaire voiture)
	6 Maison pour tous du Centre Ville 26000 Valence	« Offre vélo » : atelier de réparation de vélo, séjour vélo jeunes
	7 Centre social Cre'Actifs 42500 Le Chambon- Feugerolles	Atelier de réparation de vélo, location de vélos & partenariat vélo école (apprentissage et remise en selle pour les habitant.es)

Département	Centres	Actions
HAUTS-DE-FRANCE		
	8 Le Bidule Café - Espace de vie sociale 02555 Nogent-l'Artaud	Atelier réparation de vélo proposé mensuellement en période estivale
	9 Centre social rural du canton de Grandvilliers 60210 Grandvilliers	“Bouger en Picardie verte” : investissement dans des rosales utilisées sur les actions du centre, mise à disposition de véhicules électriques (création d'une plateforme numérique) pour des démarches d'insertion et d'accès aux droits sur le territoire
BRETAGNE		
	10 Centre social Chemins de Faire 29140 Rosporden	Création d'un événement annuel “Friture sur la ligne” : faire de l'éducation populaire en pédalant (promotion de mobilités douces, utilisation du vélo et programmation culturelle) Expérimentation de mise à disposition de vélos électriques
	11 Centre socioculturel Ti Lanvenec 29280 Locmaria- Plouzané	Triporteur pour des promenades pour senior, transports solidaires “Roule mamie” & covoiturage spectacle
	12 Centre social L'Astérie 29470 Plougastel- Daoulas	“La cabane à pouces” : système d'auto-stop organisé, gratuit, proposé par un groupe d'habitant.es pour lutter contre les problèmes de mobilité
	13 Familles Actives au Centre Social 35300 Fougères	“Pignon solidaire” : ateliers vélo participatifs et solidaires pour promouvoir l'usage, le réemploi et la réparation du vélo



Partie D

Les centres sociaux en action

Département	Centres	Actions
PAYS DE LA LOIRE		
	14 Centre socioculturel du Chemillois 49120 Chemillé-en-Anjou	Véhicule Vhélío : utilitaire solaire à trois roues, sous licence libre, pouvant transporter du matériel ou des personnes (3 maximum) accessible à toutes et tous
	15 Centre social Pasteur 49300 Cholet	Animation d'une bourse aux vélos organisée par les bénévoles de l'atelier Recyclo accueilli au centre social (5 ^{ème} édition en 2024)
	16 Centre social Les Possibles 53101 Mayenne	Accompagnement à l'usage du vélo et des transports en commun (seniors)
	17 Centre social Le Trait d'Union 53600 Evron	Animation de l'atelier Biclou : un atelier de réparation de vélo et de prêts de vélo (travailleurs.euses, seniors)
	18 Centre social Le Kiosque 85490 Benet	Auto-école solidaire, atelier de réparation et vente/location de vélos, "mamie bus" (transports destinés au public senior) et pédibus sur la communauté de communes
NOUVELLE AQUITAINE		
	19 Le CoCoTier(s), Espace de vie sociale 64260 Arudy	Mutualisation d'une rosalie, d'un vhélío, mise en place d'un atelier de remise à vélo, proposition d'un service d'autopartage avec une "cocomobile" partagée et d'autres véhicules et animation d'une plateforme de mobilité

Département	Centres	Actions
OUTRE-MER		
	20 Association CKB 97170 Petit-Bourg	L'API (Atelier parcours d'insertion) intitulé "Je m'engage pour la planète", sensibilisation auprès des bénéficiaires du RSA pour découvrir des gestes plus vertueux pour l'environnement
	21 Espace de vie sociale MICS AGES 97200 Fort de France	Transport solidaire pour seniors (+70 ans)
	22 Espace de vie sociale UFAL 97212 Saint Joseph	Transport solidaire pour les habitant.es



Réemploi, recyclage et économie circulaire

Département	Centres	Actions
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES		
	1 Centre social La Passerelle 01400 Chatillon-sur-Chalaronne	Repair Café
	2 Centre social Mosaïque 01320 Chalamont	Outilthèque (mise à disposition d'outils dans un espace partagé ouvert à toutes et tous) et gratifieria (marché gratuit dans une ambiance festive où l'on peut donner/prendre sans contrepartie)
	3 Espace de vie sociale La Fabrique de Revermont 01250 Simandre-sur-Suran	Espace de gratuité ouvert durant des permanences ou sur demande pour déposer ou adopter vêtements, jeux, livres, etc.
	4 Espace de vie social de Saint Genis Pouilly 01630 Saint-Genis-Pouilly	Atelier Repair Couture
HAUTS-DE-FRANCE		
	5 Le Bidule Café - Espace de vie sociale 02555 Nogent-l'Artaud	Ateliers de réparation et de création de textile recyclé
	6 Centre social Rural du Vexin Thelle 60240 Chaumont-en-Vexin	Atelier "Bricole" : Repair Café, bibliothèque participative & Fab Lab

Département	Centres	Actions
	7 Centre social de Mazingarbes 62670 Mazingarbes	Repair Café* pour lutter contre l'obsolescence programmée, réduire les déchets, développer le goût de réparer des objets, transmettre / échanger des connaissances techniques ou autres, venir en aide aux familles économiquement fragiles. Animation d'un magasin gratuit de récupération et de don (matériel, vêtements, jouets, ...) qui participe à une démarche de sobriété et d'entraide.
	8 Centre socioculturel de Fresnes sur Escaut 59970 Fresnes sur Escaut	Repair Café*
BRETAGNE		
	9 Maison pour Tous - Centre social de Pont L'Abbé 29120 Pont-l'Abbé	Ateliers cuisine "zéro déchet", notamment avec les bénéficiaires du Secours populaire et de la banque alimentaire
	10 Centre social La Courte Echelle 29280 Plouzané	"Système R : réparer ensemble pour ne plus jeter !" - réparation de divers objets du quotidien dans une démarche de Repair Café
	11 Centre social Chemins de Faire 29140 Rosporden	Repair Café : réparation collaborative de petit matériel électro-ménager, meubles, etc.
	12 Maison Solidaire de Kermarron 29100 Douarnenez	Lancement d'une Bricothèque avec des kits adaptés aux besoins de locataires HLM & ateliers de bricolage et échanges de savoir-faire sur le bricolage
	13 Centre socioculturel Ti Lanvenec 29280 Locmaria-Plouzané	Atelier "récup art" textile, Repair café, étagères à don, Tri des déchets, compostage, "Donnerie : Ca coute pas un radis !" (dons d'objets réparables), visites de centres de tri des déchets

* Centres sociaux faisant partie du réseau des repairs café dans les centres sociaux connectés du Nord Pas-de-Calais. Cette dynamique est essaimée en partenariat avec la MRES (Maison régionale de l'environnement et des solidarités).



Partie D

Les centres sociaux en action

Département	Centres	Actions
PAYS DE LA LOIRE		
 Maine-et-Loire	14 Centre social de Montreuil-Bellay 49260 Montreuil-Bellay	Animation d'un espace avec un collectif d'habitant.es qui propose une bricothèque, un atelier mécanique vélo, un repair café et une recyclerie
	15 Centre social Enjeu 49320 Brissac Loire Aubance	Depuis plusieurs années, organisation d'une gratifieria sur une journée avec une zone de gratuité, des ateliers de création et un espace de co-réparation
	16 Centre social Val'Mauges 49620 Mauges-sur-Loire	Repair Café & mise en place d'un espace de gratuité
	17 Maison de quartier Centre Jacques Tati 49100 Angers	Repair Café & atelier de bricolage en lien avec le tiers-lieu éphémère : Le 42
	18 Centre social Horizon 49300 Cholet	Ouverture régulière d'une friperie portée par un collectif d'habitant.es désireux de faire évoluer les habitudes de consommation
 Vendée	19 Centre socioculturel La P'tite Gare 85800 Saint Gilles Croix de Vie	Repair Café pour réparer avec les habitant.es des objets endommagés ou en panne
OUTRE-MER		
 Guadeloupe	20 Association La belle créole - La Krysalid 97100 Basse-Terre	Animation d'une boutique solidaire itinérante (collecte, apprentissage du tri et des matériaux valorisables, accompagnement social individualisé et le conseil en insertion professionnelle, vente de vêtements et accessoires de seconde main sur place dans la boutique). Cours de couture (retouches et confection) et de transformation textile pour adultes et enfants également.

Département	Centres	Actions
 Guyane	21 Centres sociaux portés par l'Association de la DAAC 97300 Cayenne	Ateliers artisanaux menés par des femmes. Fabrication à partir de matériaux de récupération tels que des sacs ou des bouteilles plastiques, favorisant ainsi la valorisation des déchets et le ré-emploi.
 Ile de la Réunion	22 Centre social et socioculturel de l'Office des sports et du temps libre 97410 Saint Pierre	Organisation d'un "marché de l'entraide" avec des stands de dons et trocs, de la vente de légumes des producteurs locaux à 1 euro, en partenariat avec la ville, un bailleur social et d'autres acteurs associatifs
OCCITANIE		
 Haute-Garonne	23 Centre social Café des Granges 31240 Saint Jean	Atelier "Café bricole", animé en partenariat avec le Fablab de la MJC du quartier : les personnes sont accompagnées à démonter et réparer leur électroménager par le Fab Manager et des bénévoles du centre
	24 Centre social ASSQOT Bagatelle 31100 Toulouse	Collectif d'habitant.es "BaFaPaTaBor" de la banlieue toulousaine (développement durable et transition écologique dans les quartiers) : animation de débats sur les enjeux des transitions dans le quartier, valorisation d'initiatives locales (dont des jardins partagés, cafés bricol', ramassage de déchets, projets autour de l'alimentation etc.)
CENTRE-VAL DE LOIRE		
 Indre	25 Centre social Le Part'âges 36300 Le Blanc	"Rue de la Gratuité" : journées organisées autour du don et de la solidarité (gratifieria)
 Loiret	26 A.S.C.A. - Association Socioculturelle Abraysienne 45800 Saint-Jean-de-Braye	Mise en place de "troc-party"



Rapport au vivant et préservation de la biodiversité

Département	Centres	Actions
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES		
	1 Centre social Mosaïques Alfa3A 1480 Jassans-Riottier	Jardins partagés avec les habitant.es*
	2 Centre socioculturel La Pinède 07170 Villeneuve-de-Berg	Jardin partagé "hyper social" avec des activités autour (culture et transformation alimentaire, bilan carbone du centre, ateliers etc.)
	3 Maison des Collines 26390 Hauterives	Organisation de sorties/animations natures avec les jeunes, partenariat avec le jardin partagé
	4 MJC Centre social Nini Chaize 26400 Aouste-sur-Sye	Acquisition d'un terrain d'aventure
	5 Maison pour tous du Plan 26000 Valence	Jardins partagés (16 parcelles), jardin Perdrix (jardin collectif), visite de fermes, gestion des espaces verts du bâtiment
	6 Centre social de Montbrison 42600 Montbrison	Organisation régulière de trocs de graines et de plants
	7 Centre socioculturel de Guitard 43000 Le Puy-en-Velay	Gestion par le centre social d'une ferme pédagogique utilisée comme support à diverses animations tout au long de l'année

* De nombreuses structures de l'Ain ont intégré un projet de jardin partagé avec les habitant.es, sur des territoires ruraux comme urbains, comme à Bellignat, Bourg en Bresse, Chalamont ou Ambérieu en Bugey. Ces actions impliquent des logiques de transmission de savoirs, de sensibilisation à une alimentation saine, de partage et de convivialité.

Département	Centres	Actions
HAUTS-DE-FRANCE		
	8 Centre socioculturel Fernand Duchateau 59220 Denain	Démarche globale sur la transition écologique autour d'un jardin partagé avec des habitant.es en précarité dans une zone ANRU (faisant l'objet d'une rénovation urbaine)
	9 Centre Social de la Bourgogne 59200 Tourcoing	Jardin partagé « les Petites pousses ». Partenariat avec le réseau VRAC pour l'accès à une alimentation de qualité pour tous. "SEL de Vie" : réseau d'entraide sur les enjeux d'écocitoyenneté. Conseil d'enfants du centre «Copains de la planète». Actions de découverte de la biodiversité avec enfants et familles.
BRETAGNE		
	10 Centre social Chemins de Faire 29140 Rosporden	Jardins partagés : ateliers "compostage" et de conservation des légumes cultivés (stérilisation, techniques de lacto-fermentation), mise en place de composteurs partagés et organisation de l'événement "Faites du Jardin !"
	11 Centre socioculturel Ti Lanvenec 29280 Locmaria-Plouzané	Jardins partagés, grainothèque et compostage. Organisation de sortie Famille à thèmes (découverte du plancton et des oiseaux marins, sentier des arômes) et de sortie ramassage de déchets (plage, parc, bourg)



Partie D

Les centres sociaux en action

Département	Centres	Actions
PAYS DE LA LOIRE		
	12 Centre social AICLA 49250 Loire-Authion	“Le jardin des possibles” : animation d'un jardin d'expérimentation (eau, cycle de la graine, etc.) dans un village & organisation de cycles d'intervention dans les écoles (connaissance et compréhension du sol, potager)
	13 Centre social du Douessin 49700 Doué-en-Anjou	Plantation d'une micro-forêt sur un site du centre social par un collectif d'habitant.es
	14 Centre socioculturel des Côteaux du Layon 49380 Bellevigne-en-Layon	En partenariat avec le CPIE (Centre permanent d'initiatives environnement), de nombreuses animations sont proposées sur les sujets de la découverte, la sensibilisation et la protection de la biodiversité du territoire
	15 Centre social Le Lien 53940 Saint Berthevin	Collectif “Ramène ta fraise” qui anime un jardin potager partagé et un composteur collectif
	16 Centre social Ruche d'idée 85440 Talmont-Saint-Hilaire	Projet social entier tourné autour des “transitions”. Projet global en demande d'agrément CPIE. Plusieurs animateur.ices Nature et référent.es Biodiversité pour des balades. Centre social formateur des écoles et centres de loisirs sur les “Ecoles du Dehors”. Groupement d'achat bio local, atelier zéro déchets, partenariat biocoop récupération

Département	Centres	Actions
OUTRE-MER		
	17 Association FIAT LUX des Grands Fonds 97180 Sainte-Anne	Réhabilitation de la mare Mannanbwa par des bénévoles : contribuer à l'épanouissement social, culturel, des familles et des habitant.es dans un cadre de vie respectueux de l'environnement
	18 ARTER NORD 97241 Le Marigot, Martinique	Création du premier jardin partagé de Martinique. Planthèque de plantes médicinales. Apprentissage de l'Agriculture en pleine Terre pour les enfants. Conduite de campagne de sensibilisation sur le pesticide Chlordécone (test sanguin, nutrition favorisant la décontamination du corps). Parties de pêche en rivière d'espèces invasives porteuses de pesticides
	19 Espace de vie sociale Terra da danca 97354 Rémire-Montjoly	“Les jardins du bonheur” : expérimentation en Guyane autour de La terra preta, une technique agricole ancestrale d'Amazonie. Construction de bacs, remplissage, création de buttes, récolte des fruits pour réaliser un atelier cuisine
	20 Centre social La Case du Bonheur 97416 Saint Pierre, La Réunion	Participation à la Journée internationale de la Terre nourricière en avril chaque année. Animations proposées autour du recyclage, de la faune et de la flore, les organismes qui traitent l'eau, etc.
	21 Espace de vie sociale Roulé Mon Z'avirons 97425 Les Avirons, La Réunion	Participation de l'association à plusieurs événements sensibilisant aux enjeux environnementaux de manière transversale (projet phare “85 jours vers un monde durable”, “World Clean Up Day”, “Super Zéro” pour des “Ateliers Zéro Déchets”, l'organisation de sorties pédagogiques, de conférences, de la “Fête de la liberté”, ou encore l'acquisition d'une station météo illustrent l'engagement à la construction d'une communauté et d'un monde durables)



Département	Centres	Actions
OCCITANIE		
 Haute-Garonne	22 Centre social Café des Granges 31240 Saint Jean	Projet de compostage collectif, portage d'un jardin collectif animé par les bénévoles du centre, formation de bénévoles pour devenir "maîtres composteuses". Centre social labellisé "premier site vitrine" de la Haute-Garonne. Les sites vitrine sont référencés sur le site de l'abeille verte, entreprise à but d'emplois pérennes et locaux
	23 Centre social Bellefontaine-Lafourguette 31100 Toulouse	Mise en place des jardins collectifs en pied d'immeuble (collectif Graine de Monlong). Collectif de femmes pour des activités récoltes, jardinage, ateliers cuisine etc.
	24 Centre social ASSQOT Bagatelle 31100 Toulouse	Jardins partagés Les Coccinelles de Bagatelle (développement d'un espace d'apprentissage et d'échange autour de l'activité de jardinage et de production potagère biologique)

Alimentation et circuits courts

Département	Centres	Actions
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES		
 Ain	1 Centre social MJC L'Embarcadère 01140 Thoissey	Paniers solidaires (en partenariat avec des producteurs locaux)
	2 Centre Social d'animation CeSAM 01700 Miribel	La Graine, centre social itinérant, dédié à la transition alimentaire (groupe d'habitant.es sur les enjeux de démocratie alimentaire), inscrit dans le PAT*
	3 Atelier FICA, Espace de vie sociale 01800 Meximieux	"Cuisine Solidaire" (atelier collectif de cuisine, espace convivial de partage de repas, démarche anti-gaspillage)
	4 PROJET INTERCENTRE Centre socioculturel de l'Albarine à St Rambert en Bugey & Centre social et culturel Les 7 Lieux à Plateau d'Hauteville	Événement annuel "Marché de producteurs et des créateurs locaux" & Groupement d'achat
	5 PROJET INTERCENTRE Centre Social d'animation CeSAM à Miribel, Centre socioculturel de l'Albarine à St Rambert en Bugey & Centre social La Passerelle à Chatillon-sur-Chalaronne	Participation au "Festival Alimenterre" : festival de films national, projections grand public et animations de débat
	6 Centres sociaux d'Annonay 07100 Annonay	Participation au PAT*, festival autour de l'alimentation & sensibilisation du territoire avec un collectif sur la sécurité sociale de l'alimentation
	7 Espace de Vie sociale La Passerelle des Vallées 07360 Les Ollières-sur-Eyrieux	Paniers solidaires & cultures de légumes solidaires
 Ardèche		

* Plan alimentaire territorial



Partie D

Les centres sociaux en action

	Département	Centres	Actions
	Drôme	8 Centre social Maison de quartier Saint-Nicolas 26281 Romans-sur-Isère	Axe : Démocratie de l'alimentation. Tarification solidaire pour les habitant.es sur les produits VRAC/locaux & commandes préparées par les habitant.es. "Les paniers du quartier" : création d'un groupement d'achats solidaires à l'origine du projet Icare (expérimentation autour de la Sécurité sociale de l'alimentation)
		9 Centre socioculturel Mosaïc 26130 Saint-Paul-Trois-Châteaux	Organisation de paniers solidaires avec l'AMAP Tricastine et lancement d'un diagnostic alimentaire « pour une alimentation saine pour tous : en Drôme provençale, paysans et habitants se réapproprient leur territoire »
	Loire	10 Centre socioculturel L'Équipage 42059 Chazelles-sur-Lyon	"La Popote", restaurant participatif et solidaire : repas préparés par des bénévoles et des salarié.e.s en insertion, ouvert à tout.es avec différentes fourchettes de prix (produits de récup locaux et/ou bio)
		11 Centre social Mulsant 42300 Roanne	Droit à l'alimentation : projet "Paniers solidaires" inscrit dans le PAT*. Actions dans l'espace public autour de l'alimentation (cuisine mobile, tuk tuk, food bike).
HAUTS-DE-FRANCE			
	Aisne	12 Centre socioculturel APTAHR 02830 Saint-Michel	Projet "La Tambouille" (cuisine pédagogique itinérante) et le projet "Nutrichèque", initiative conjuguant les principes d'une alimentation durable et les impératifs d'accessibilité financière. Partenariat avec le PAT*.
		13 Le Bidule Café - Espace de vie social 02555 Nogent-l'Artaud	Jardins partagés & mise en place d'un composteur collectif
	Nord	14 ACSRV - Association des centres sociaux et socioculturels 59300 Valenciennes	Jardins partagés, ateliers cuisine, épiceries sociales, espace de restauration pour les étudiant.es (avec les circuits locaux). Territoire Zéro Chômeur de longue durée.

	Département	Centres	Actions
BRETAGNE			
	Finistère	15 ULAMIR - Centre social du Goyen 29100 Poullan-sur-Mer	"Penn' Cagettes" : production de légumes pour la cantine scolaire, les bénéficiaires de l'épicerie sociale et des restos du cœur de Douarnenez (porté par l'atelier d'insertion "Les jardins de la baie" rattaché au centre social) Expérimentation "Paniers suspendus" : récolte de fonds, puis distribution de paniers de producteurs locaux aux familles bénéficiaires en lien avec les CCAS
		16 Maison Solidaire de Kermarron 29100 Douarnenez	Groupement d'achats solidaires & construction d'un four à pain
		17 Centre social et comité d'Animation Kerangoff 29200 Brest	"Cabas des champs" : un groupement d'achat alimentaire solidaire et participatif. Initiative en partenariat avec cinq centres sociaux du territoire.
		18 Centre social Chemins de Faire 29140 Rosporden	Production collective de jus de pomme, ateliers de cuisine "petit budget", participation au réseau local "Low Tec et alimentation" (cuisine low-tech : confection de marmite norvégienne)
	Ille-et-Vilaine	19 Centre socioculturel Ti Lanvenec 29280 Locmaria-Plouzané	Atelier cuisine "petit budget", atelier Pommes du jardin partagé, atelier Conservation des aliments
		20 Centre social Confluence 35600 Redon	Participation au "Défi foyers à alimentation positive" mise en place dans le cadre du PAT* : accompagnement de familles à travers des ateliers et visites pour intégrer plus de produits bio et locaux dans l'alimentation quotidienne sans augmenter le budget & Projet "Les glaneurs" (don de légumes et atelier cuisine pendant les vacances scolaires)



Partie D

Les centres sociaux en action

	Département	Centres	Actions
	Morbihan	21 Maison Pour Tous de Kervénanec 56100 Lorient	Mady & Co : maison d'alimentation durable du pays de Lorient (manger local et durable, accompagnement dans les transitions alimentaires)
		22 Centre socioculturel La Cabanatus 56400 Auray	"Cuisinons dans les rues" : projet collectif pour favoriser l'accès à une alimentation saine et locale pour tous et toutes
PAYS DE LA LOIRE			
	Maine-et-Loire	23 Centre socioculturel du Chemillois 49120 Chemillé-en-Anjou	Spectacle & débat mouvant sur les questions d'alimentation au local
		24 Centre social Val'Mauges 49620 Mauges-sur-Loire	Réalisation d'un défi Alimentation avec un collectif d'habitant.es. Cette action est portée en partenariat avec le CPIE Loire Anjou et GAB Anjou, également en lien avec le Centre social Rives de Loire.
		25 Réseau des Maisons de quartier à Angers 49000 Angers	Les maisons de quartiers accueillent chaque semaine "Le p'tit marché", une initiative portée par le Jardin de Cocagne et les CCAS de la ville d'Angers. Il propose la vente à tarif solidaire de fruits et de légumes.
	Vendée	26 Centre social Ruche d'idée 85440 Talmont-Saint-Hilaire	Projet social entier tourné autour des "transitions". Groupement d'achat bio local. Atelier zéro déchets. Partenariat biocoop sur des projets de récupération d'invendus.
NOUVELLE AQUITAINE			
	Pyrénées-Atlantiques	27 Centre social Le Lacaou 64140 Billère	Projet "Chemins du goût" avec ateliers cuisine et formations avec des chercheurs. Approche interculturelle et "de la fourche à l'assiette".

	Département	Centres	Actions
OUTRE-MER			
	Ile de la Réunion	27 Centre social La Case du Bonheur 97410 Saint Pierre	Alimentation et circuit court : projets en partenariat avec AAPEJ, ACI Chantier d'insertion avec le CHRS Le Logis. Agriculture maraîchère sur un terrain agricole par les bénéficiaires, accès à un tarif préférentiel sur les paniers de légumes et épices.
OCCITANIE			
	Haute-Garonne	28 PROJET INTERCENTRE Centres sociaux Alliances et Culture & Centre social Empalot à Toulouse	Distribution des "Paniers Solidaires" porté par le Réseau de Cocagne : accès à des paniers de légumes bio, frais et locaux à prix solidaire. Accompagnement collectif autour de l'alimentation (atelier cuisine, jardinage, visite de fermes)



Energie et habitat • Numérique éthique et écologique • Pratiques internes

Département	Centres	Actions
-------------	---------	---------

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

	Ain	1 Centre social Plateau-Gare 01000 Bourg-en-Bresse	Co-construction d'une charte "écologique" avec les salarié.es et les bénévoles depuis 2021
	Drôme	2 MJC Centre social Nini Chaize 26400 Aouste-sur-Sye	Réalisation du bilan carbone de l'ensemble de la structure
		3 Maison Citoyenne Noël Guichard/La Coopé 26100 Romans-sur-Isère	Acquisition d'une imprimante 3D pour favoriser la «réparation maison», utilisation des logiciels libres, gestion du stockage des données

HAUTS-DE-FRANCE

	Aisne	4 Centre social et culturel de Bohain 02110 Bohain-en-Vermandois	Eco-rénovation d'une friche commerciale sur le territoire. Ambition d'en faire un éco-lieu et à terme les nouveaux locaux du centre social
	Nord	5 Centres sociaux de Sambre Avesnois 59330 Hautmont	Démarche globale sur la transition écologique autour d'un jardin partagé avec des habitant.es en précarité dans une zone ANRU (faisant l'objet d'une rénovation urbaine)
		6 Centre Social Dutemple 59300 Valenciennes	Coopération avec l'ATMO (Agence d'observation de la qualité de l'air en Hauts-de-France) : enjeux de la pollution atmosphérique, de ses sources et des moyens pour la réduire ; l'observation des effets de la pollution sur les matériaux, les bâtiments ; l'exploration de la bio indication par les lichens etc. Autodiagnostic de quartier en matière de qualité de l'air comme outil de sensibilisation

Département	Centres	Actions
-------------	---------	---------

	Nord-Pas-de-Calais	7 Fédération des centres sociaux Nord-Pas-de-Calais 59000 Lille	150 centres sociaux connectés (réparation d'ordinateurs ; repairs café, éthique et numérique ; labo low tech ; travail exploratoire sur l'Intelligence Artificielle - IA, sensibilisation des impacts du numérique sur l'environnement, etc.)
	Pas-de-Calais	8 Belle Idée - Association des centres sociaux de Saint-Martin-Boulogne 62280 Saint-Martin-Boulogne	Partenariat avec le bailleur social Pas-de-Calais Habitat autour de l'installation de panneaux solaires. Accompagner les personnes sur les changements de pratiques dans la consommation. Animation par le centre social de rencontres entre les habitants et les bailleurs. Mobilisation des habitants et habitantes pour devenir « ambassadeurs et ambassadrices »

BRETAGNE

	Finistère	9 Centre socioculturel Ti Lanvenec 29280 Locmaria-Plouzané	Café senior pour parler de l'amélioration de l'habitat
		10 Centre social Le Centre des Abeilles 29000 Quimper	Redistribution gratuite d'ordinateurs de bureau sous Linux (logiciel libre) avec l'aide technique de Linux Quimper (ordinateurs déclassés par des administrations et des entreprises et démarche de reconditionnement pour les donner à des personnes ou des associations)
		11 Centre social Chemins de Faire 29140 Rosporden	Utilisation du système d'exploitation Linux (logiciel libre) pour toute l'équipe professionnelle & ateliers de médiation : "Les bons clics"
		12 Centre social Chemins de Faire 29140 Rosporden	Mise en place d'une gouvernance collégiale de l'association
		13 Maison Solidaire de Kermarron 29100 Douarnenez	Mise en place d'une gouvernance collective via l'Assemblée Communautaire du centre



Partie D

Les centres sociaux en action

	Département	Centres	Actions
	Ille-et-Vilaine	14 Maison des Squares 35200 Rennes	"Mobilab" : lieu ouvert avec différents outils de fabrication et de création mis à disposition
	Morbihan	15 Centre social intercommunal Eveil 56220 Limerzel	Construction d'une cabane en terre
		16 Maison des Habitants - Centre Social 56860 Séné	Habitat participatif : 22 logements co-construits avec la participation des habitant.es
		17 Maison des Habitants - Centre Social 56860 Séné	Atelier "2tonnes" autour de l'empreinte carbone (découverte des leviers individuels et collectifs de la transition vers un monde bas carbone, en créant en équipe votre propre scénario de transition bas-carbone jusque 2050)
PAYS DE LA LOIRE			
	Maine-et-Loire	18 Centre socioculturel Rives de Loire 49530 Orée-d'Anjou	Au sein du Fablab "Le Fare", un animateur et des bénévoles proposent autour du numérique : un repair café, des ateliers numériques dont des initiations aux outils libres (Linux) et une sensibilisation à venir sur l'impact environnemental du numérique
		19 Centre socioculturel du Douessin 49700 Doué-en-Anjou	Animation de la "Fresque du numérique" & sensibilisation au numérique responsable
		20 Centre socioculturel du Chemillois 49120 Chemillé-en-Anjou	Organisation du festival "L'Ouvre Boîte" : un festival autour de la découverte des low-tech organisé avec des acteurs du territoire
		21 Centre social AICLA 49250 Loire-Authion	Au sein du Bricolab, différentes actions sont proposées dont des ateliers sur la prolongation de la vie de nos appareils numériques et des prêts d'ordinateurs reconditionnés sous Linux

	Département	Centres	Actions
	Vendée	22 Centre social ODDAS 85200 Fontenay-le-Comte	Développement d'un tiers lieu numérique : récupération et remise en service d'ordinateurs, sensibilisation à l'informatique éthique et à la défense des valeurs du "Libre". Equipe salariée équipée d'ordinateurs reconditionnés, de logiciels libres et d'un serveur local
		23 Espace de vie sociale L'heR D'EnVie 85260 L'Herbergement	Collectif d'habitant.es qui organisent des cycles de conférences sur une année pleine. Puis création de groupes à la suite de ces conférences qui sert de "boost" pour mettre des projets sur le territoire
NOUVELLE AQUITAINE			
	Pyrénées-Atlantiques	24 Centre social La Pépinière 64000 Pau	Réalisation du bilan carbone de l'ensemble de la structure
OUTRE-MER			
	Mayotte	25 Centre social Kaza Barakani 97670 Ouangani	"Déclic Numérique" : ateliers numériques itinérants & médiation numérique (ateliers d'initiation aux outils numériques, d'aide et d'accompagnement dans les démarches administratives en ligne, ateliers d'accompagnement à l'utilisation et au perfectionnement des outils numériques). Atelier Chantier d'insertion : réemploi et reconditionnement de matériel numérique
CENTRE-VAL DE LOIRE			
	Cher	26 Espace de vie sociale Le Pass'âge 18600 Sancoins	Charte interne au centre social pour la transition écologique



Récolte du miel sur les toits de la capitale : des jeunes à la manœuvre dans le projet d'apiculture qu'ils ont développé au sein du Centre social La 20^e Chaise à Paris.

Partie E

Le réseau fédéral en action

Introduction

Cette partie propose un aperçu de la manière dont des fédérations départementales et unions régionales se saisissent de la question de la transition écologique dans différentes régions en France.

Chaque territoire a ses spécificités, ses besoins, ses problématiques sociales, son écosystème associatif et économique, son environnement politique : une dynamique fédérale se construit en lien direct avec ce qui existe au local et qui est prégnant dans le quotidien des centres et des collectifs d'habitant.es qu'ils accompagnent. **Il s'agit toujours de partir de la question sociale pour envisager comment créer les conditions favorables pour y apporter des réponses et/ou des solutions collectives.**

Chaque démarche fédérale est donc unique, même si on retrouve des portes d'entrée similaires d'un territoire à un autre. En effet, **la mise en mouvement d'une fédération ou d'une union** sur une thématique peut prendre des formes différentes :

- Construire du **sens**, de la **culture commune**, de la **visée politique**, de la **stratégie** au sein du réseau fédéral

- Construire de **nouveaux partenariats** pour appuyer l'innovation sociale sur les territoires

- **Qualifier** les pratiques et mettre en place des formations adaptées sur le sujet

- **Démontrer, capitaliser, valoriser, communiquer et donner à voir** l'ensemble de la démarche pour enclencher les étapes suivantes

Dans cette partie, les démarches fédérales enclenchées sont présentées de manière synthétique, avec une **grille de lecture** permettant de qualifier les actions et/ou projets, qui ont été **structurants dans la mise au travail de ce sujet**, à travers les six repères suivants :

- **État des lieux**
- **Parole politique**
- **Formation et qualification**
- **Publication et capitalisation**
- **Groupe de travail thématique**
- **Animation de réseau**



Réseau Jeunes national en 2019 organisé à Avignon sur le thème de l'urgence écologique. Ici, un atelier participatif dans les serres du Mas de Carles.

Faire alliance est primordial !

La **coopération** est un des enjeux clés dans la transition écologique car **chacun.e a un petit bout de la solution**.

Le travail de coopération interprofessionnelle et/ou interdisciplinaire dans ce domaine présente des plus-values incomparables :

- Il mobilise l'**intelligence collective** face à des situations, parfois inédits ou déconcertantes, devenant de plus en plus complexes à gérer de manière isolée
- Il s'appuie sur la **complémentarité des acteurs** pour approfondir une compréhension mutuelle des situations, dégager des hypothèses de travail et des stratégies d'intervention
- Il est fondé sur une **logique de partage** de pratiques professionnelles et de **capitalisation des savoirs**, qui sont autant de ressources pouvant servir d'inspiration pour l'ensemble du groupe

On peut repérer plusieurs formes d'alliances :

- des **alliances en interne** entre professionnel.les, habitant.es et administrateur.rices bénévoles dans les conseils d'administration

- des **alliances territoriales** pour imaginer ensemble les espaces de changement possible, c'est-à-dire les divers scénarios et les récits à construire évoqués dans les parties précédentes de cet ouvrage

- des **alliances associatives** en se rapprochant d'acteurs militants et fins connaisseurs du sujet

- des **alliances politiques** et financières pour se donner les moyens et les ressources humaines et financières nécessaires afin d'accompagner au mieux les projets sur les territoires

A la question "comment et avec qui coopérer sur le sujet" : la réponse dépend de l'objectif à atteindre !

Le point de départ est donc d'identifier ce vers quoi on souhaite aller et les acteurs avec lesquels on souhaite s'unir, pour renforcer le poids de notre action et/ou de l'influence que l'on souhaite exercer. En d'autres termes, il s'agit de construire des **alliances qui peuvent offrir une opportunité de faire levier** sur la base de valeurs, d'objectifs et d'enjeux communs. Un encadré spécifique pour chaque fédération et union est donc proposé dans les pages suivantes pour donner à voir les différents types d'alliances qui sont à l'œuvre sur les territoires.



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Union Auvergne-Rhône-Alpes des centres sociaux - AURACS

...

2021

- Lancement d'une dynamique inter-réseau visant à prendre la mesure des enjeux et à partager les envies et capacité à agir face aux conséquences des bouleversements climatiques, de l'effondrement de la biodiversité, de l'épuisement des ressources disponibles et de l'accroissement des inégalités sociales.
- Organisation d'un **webinaire inter-réseau** élargi pour partager un temps de réflexion sur les enjeux, les constats et les liens/interdépendances entre les crises sociales et environnementales
- Organisation de **deux rencontres inter-réseau** élargies pour partager les pratiques, les envies d'agir et identifier des pistes d'action communes

2022

Écriture collective d'un **texte de positionnement** : "Agir ensemble face aux crises sociales et environnementales !"

2023

- Réalisation d'un **numéro des Cahiers du développement social urbain** : « Crise environnementale et sociale : les quartiers populaires relèvent le défi ! »
- Expérimentation d'une **formation inter-associative (5j)** : "Face aux crises environnementales et sociales, des repères pour agir collectivement"

2023-2025

Projet régional "Un réseau engagé pour une alimentation saine et solidaire" - Appel à projets « Bien manger pour tous » en lien avec la Stratégie Pauvreté

Alliances

Dynamique inter-réseau avec IREPS ARA (Instance régionale d'éducation et promotion de la santé Auvergne-Rhône-Alpes), Mouvement associatif Auvergne-Rhône-Alpes, Graine AURA (Réseau de l'éducation à l'environnement et au développement durable en Auvergne-Rhône-Alpes), Labo-Cités (Centre de ressources politique de la ville Auvergne-Rhône-Alpes) et des fédérations départementales de centres sociaux

Fédération des centres sociaux du Rhône et de la métropole de Lyon

...

2018

Réalisation d'un **état des lieux**

2019

Réalisation d'un **autodiagnostic des pratiques alimentaires** dans les centres sociaux

2021

Panorama des actions autour de l'alimentation

Animation de **deux groupes de travail** : un premier sur la transition écologique et un second autour de l'alimentation

Programme d'actions et **montée en compétence** à destination du réseau sur les questions d'alimentation

Alliances

- Membre de la coordination Territoires à VivreS Grand Lyon
- Membre du PATLY - Projet alimentaire du territoire lyonnais
- Métropole de Lyon (soutien financier) et Ville de Lyon
- La Maison de l'Environnement de la Métropole de Lyon
- Agribio Rhône Loire (Association des agriculteurs et agricultrices biologiques du Rhône et de la Loire)
- Plusieurs partenariats avec des associations autour de l'alimentation, la mobilité, de l'économie circulaire et des déchets, de la nature en ville et la préservation de la biodiversité

Fédération des centres sociaux et associations d'animation locale de la Drôme

2020

Mise à jour de l'état des lieux

2023

- Travail de valorisation et d'essaimage des actions dans les centres sociaux (à travers la production de capsules vidéos et de cartographies pour chaque centre social)
- Organisation d'une journée réseau au niveau départemental : "Transformer demain : les centres sociaux et EVS engagés dans la transition"
- Animation d'un groupe moteur composé de plusieurs centres drômois sur la thématique (TECS - Transition écologique, solidaire et citoyenne)

2023-2024

Construction d'une feuille de route fédérale (capitalisation et essaimage en cours)

Au quotidien : Accompagnement individuel de structures sur le sujet

A venir :

- Construction d'une formation "Démarrer dans les transitions"
- Dynamique en cours de construction "Sécurité sociale de l'alimentation (SSA) : on y va ?"

Alliances

- Partenariat fort avec la CAF de la Drôme (notamment à travers un engagement financier en faveur du développement de la fédération sur cette mission)
- Membre du COPIIL du Plan alimentaire territorial de la Drôme (PAT)
- Membre du Groupe d'appui départemental (GAD), qui est un dispositif CAF pour parler du temps périscolaire (thématique Transition écologique)
- Réseau Education Santé Environnement (ESE)
- En perspectives : Agence régionale de santé (ARS) et Secours Catholique

Fédération ardéchoise des centres sociaux

Depuis 2022

Suppression de la viande dans les repas lors des événements fédéraux avec portage politique de ce choix

2023

- Animation de la Fresque du Climat dans l'ensemble du réseau (organisation de deux séminaires de réseau et déploiement au sein des commissions de paires)
- Organisation d'un séminaire de direction et de plusieurs Conseils d'administration sur la thématique

- Animation du réseau jeune ardéchois sur le thématique de la transition écologique, solidaire et citoyenne (avec invitation de l'Etat et d'élu.es locaux et départementaux)
- Plaidoyer sur le rôle des centres dans la transformation écologique et sociale au sein des ateliers du Pacte des solidarités et auprès de l'Etat en préfecture
- Rencontre avec les services de l'Etat chargé de l'évaluation écologique des projets de territoires (DDT)
- Intégration de la COP départementale en promouvant le rôle des jeunes dans les concertations et en proposant de confier à un collectif de jeunes l'animation d'un atelier de la COP sur l'alimentation
- Accompagnement du réseau engagé sur des projets de transition alimentaire (dont une participation au projet régional piloté par l'AURACS "Un réseau engagé pour une alimentation saine et solidaire")

2024

- Sensibilisation et formation des animateur.trices enfance sur les repas en ACM
- Formations à l'animation de la Fresque du climat (salarié.es et bénévoles)
- Réalisation de fiches d'aide à la décision de changement de pratiques
- Mise en valeur des actions des centres et documentation par la réalisation d'un film
- Collaboration avec l'Etat et visibilité des enjeux liés à la jeunesse

Alliances

- Préfecture de l'Ardèche dans le cadre de la COP départementale
- Tête de réseau d'Education à l'Environnement (Collectif PETAL)
- En perspectives : Fédération ardéchoise des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (CIVAM)

Fédération des centres sociaux de la Loire et de la Haute-Loire

Depuis 2021

- Animation d'un groupe de travail mixte (bénévoles et salarié.es)
- Organisation de plusieurs temps forts thématiques à destination du réseau (pratiques internes, jardins partagés, alimentation, etc.)
- Réalisation d'un état des lieux et publication des pratiques et projets existants du réseau

2023

Participation au projet régional piloté par l'AURACS "Un réseau engagé pour une alimentation saine et solidaire" à travers le financement de neuf projets de centres sur les questions alimentaires

2024

- Organisation d'un séjour de mobilités européennes (Erasmus) au Danemark sur les pratiques écologiques
- Accompagnement au changement de pratiques pour les structures du réseau (formation collective et accompagnement individuel)

Alliances

- CAF de la Loire (financements Fonds publics et Territoires - FPT - pour l'organisation des temps forts du réseau)
- Services de l'Etat : le réseau fait partie du groupe de travail départemental sur l'aide alimentaire (centres sociaux reconnus comme acteurs de lutte contre la précarité alimentaire)
- Agence nouvelle des solidarités actives (ANSA) : mission d'évaluation et capitalisation dans le cadre du projet régional AURACS "Un réseau engagé pour une alimentation saine et solidaire"
- Plans alimentaires territoriaux (PAT) valables pour Saint-Etienne Métropole, Roannais agglomération, Plaine du Forez et Monts du Lyonnais
- Divers liens avec des acteurs de la société civile dont : le CTC 42, Réseau Education Santé Environnement (ESE), Madeleine Environnement.

Fédération des centres sociaux de l'Ain

2021

Animation de réseau pour promouvoir l'existant dans les structures à travers le projet "Caravane de la transition écologique"

2022-2023

- Lancement et animation d'une commission Transition écologique (salarié.es et bénévoles) avec échanges de pratiques et d'expériences, partage d'outils d'animation de débat, zooms thématiques et partage de ressources
- Etat des lieux à partir d'entretiens qualitatifs, afin d'identifier des enjeux
- Chantier Alimentation : coordination d'une réponse collective à l'appel à projet "mieux manger" (projet régional AURACS "Un réseau engagé pour une alimentation saine et solidaire")

2024

- Organisation de temps d'animation de réseau (rencontres régulières et découvertes d'autres projets inspirants, notamment autour de la Sécurité sociale de l'alimentation)
- Veille sur le volet formations et les appels à projet

Alliances

- Agence locale de l'Energie et du Climat de l'Ain (ALECO1)
- Bresse Energies Citoyennes (BEC)



HAUTS-DE-FRANCE

Fédération des centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais

2023-2024

- Axe du projet fédéral et animation d'une **commission fédérale**
- Construction d'une **parole politique** sur les enjeux pour la société et le rôle des centres sociaux
- Elaboration d' **un kit d'animation** pour mettre au débat cette parole politique dans l'ensemble du réseau
- Organisation d' **une université des centres sociaux** sur le développement du pouvoir d'agir des habitant.es autour des défis écologiques
- **Organisation d'une rencontre** des fédérations Nord-Pas-de-Calais et Pays Picards avec l'ensemble des chargé.es de mission de Plans alimentaires territoriaux (PAT)
- **Fonction ressources et appui** avec les centres connectés sur un numérique éthique et responsable

Alliances

- Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES) : notamment de 2021 à 2023 sur l'appui à l'essaimage des repairs cafés

- Politiques régionales de santé : contribution au volet Santé Environnement du projet régional de santé co-piloté par l'Agence régionale de la santé (ARS), la Région et les services déconcentrés de l'Etat
- Plans Alimentaires Territoriaux (PAT)
- ATMO (Observatoire de la qualité de l'air) : projet d'expérimentation avec les fédérations Nord-Pas-de-Calais et Pays Picards, ainsi que des intercommunalités volontaires.

Fédération des centres sociaux et socioculturels des Pays Picards

2023

Organisation d'un temps de présentation et de partage d'expériences au réseau F.I.T.E.S (Fonds d'Initiatives de Transition Écologique et Solidaire)

2023-2027

Axe du projet fédéral dédié au développement durable

2023-2025

Mise en place du projet F.I.T.E.S pour soutenir des démarches d'habitant.es, accompagné.es par des centres sociaux du réseau avec pour objectif de :

- Contribuer à un basculement (et/ou à une conscientisation) dans l'approche que peuvent avoir des transitions des professionnels des centres sociaux
- Développer le pouvoir d'agir des habitant.es en apportant un soutien et un accompagnement à ces démarches de transitions

2024

Co-construction d'un **programme de formation** pour le réseau

Alliances

- Région Hauts-de-France dans le cadre du REV3 pour le projet F.I.T.E.S
- Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES)
- APPA : Association pour la prévention de la pollution atmosphérique
- Centre de ressources au développement durable (CERDD) qui anime un réseau d'ambassadeur.ices du développement durable
- ATMO : Observatoire de la qualité de l'air (voir encart de la Fédération Nord Pas-de-Calais)
- Graine Hauts-de-France (Réseau régional de l'éducation à l'environnement et au développement durable) : partenariat autour du futur programme de formation



CENTRE VAL DE LOIRE

Fédération des centres sociaux - Région Centre Val de Loire

2023

- **Axe du projet fédéral** dédié à la transition écologique
- Poste de chargé de mission sur cette thématique dans l'équipe fédérale
- Lancement de la **recherche-action TecDem** (projet de recherche collaboratif) : « Localiser les transitions écologiques et démocratiques »

Alliances

- Partenaires dans le cadre de la recherche-action TecDem : Agence de la Transition écologique (ADEME), Laboratoire CITERES, Villes au Carré, Réseau des acteurs du réemploi et Région Centre-Val de Loire
- Collectif local de la Sécurité sociale de l'alimentation en lien avec InPact Centre, regroupant des initiatives pour une agriculture durable, citoyenne et territoriale en Région Centre
- Réseau des ressourceries et recycleries
- Réseau des Centres permanents d'initiatives pour l'environnement (CPIE)

- Arbor et Sciences : éducation populaire, information et sensibilisation
- Plan alimentaire territorial (PAT)
- Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) : contrat local de santé au niveau des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)



OCCITANIE

Fédération interdépartementale Garonne-Occitanie - FIGO

2023-2024

Période de renouvellement du **projet fédéral** (2024-2028), où il est question d'inscrire officiellement la transition écologique sociale et solidaire (soit comme l'un des axes forts du projet, soit comme un axe transversal)

2024

Réalisation d'un premier **état des lieux** détaillé des initiatives dans les centres en lien avec la Fédération des centres sociaux de Languedoc-Roussillon

D'ici à 2025

Construction d'une **feuille de route** sur les visions stratégiques et les actions à mener communément au niveau fédéral et inter-fédéra



PAYS DE LA LOIRE

Fédération des centres sociaux de Vendée

2023

- Conception d'une **charte fédérale** (manifeste) : « Pour une transition écologique, économique, citoyenne, solidaire et sociale juste »
- Elaboration et **publication** du : « Petit cahier de Vendée - Ecologie et centres sociaux » comprenant la charte et un **état des lieux** de ce qui se fait dans le réseau
- **Accompagnement** d'un centre social qui développe un axe Environnement et demande à devenir « Centre permanent d'initiatives pour l'environnement » (CPIE), notamment à travers la **co-animation de formations**. D'ailleurs, aujourd'hui, le seul CPIE du département est un espace de vie sociale (EVS) en passe de devenir un centre social !

Alliances

- Graine Pays de la Loire (Réseau régional de l'éducation à l'environnement et au développement durable)
- Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire des Pays de la Loire (CRESS) dans le cadre d'un travail collaboratif sur la structuration du projet fédéral de la fédération

Fédération des centres sociaux Maine-et-Loire Mayenne

...

Animation d'un **groupe ressource** Transition écologique au co-pilotage des projets suivants :

- la réalisation d'un **recensement des actions** menées dans les centres et portées sur les territoires avec des partenaires en 2023
- l'organisation d'une **journée fédérale** en 2023 : "Centre sociaux et territoires en transition écologique"
- en prévision en 2024 : organisation de **journées d'études** pour s'inspirer et impulser des dynamiques autour de la transition écologique dans le réseau

Alliances

- Les alliances se font actuellement au niveau local sur des actions spécifiques. En voici quelques exemples :
- Travail avec le CPIE (partenariat d'action)
- AMAP
- Jardin de cocagne
- Secours catholique
- Association Maison des Arbres réseau des écoles ETRE

Union régionale des centres sociaux des Pays de la Loire

...

2023

- Animation d'un **groupe ressource**

- Organisation de **journées fédérales** et de visites inspirantes
- Animation d'un **programme de formation** à destination de professionnel.les, de bénévoles et d'administrateur.rices des centres sociaux et des fédérations : "S'engager en équipe vers la transition écologique et sociale" (1,5j)

Alliances

- Adhésion en cours à la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire des Pays de la Loire (CRESS)
- Sollicitation du Haut Commissaire de la Préfecture de la région sur la thématique



NOUVELLE-AQUITAINE

Fédération des centres sociaux des Pyrénées-Atlantiques

...

2023

- Réalisation d'un **état des lieux**
- Conception d'une **charte fédérale** : "Pour une joyeuse transition écologique et solidaire"
- Lancement d'un **module de formation** inspirée de celle animée par l'Union régionale des Pays de la Loire
- Animation d'une **commission thématique** Transition écologique, solidaire et citoyenne

Alliances

- Confédération Paysanne dans le cadre d'une volonté d'expérimenter la Sécurité sociale de l'alimentation (en cours)
- Alternatiba : Mouvement pour le climat et la justice sociale



BRETAGNE

Fédération des centres sociaux de Bretagne - FCSB

...

2018-2019

Organisation de **temps forts et visites inspirantes** avec le réseau breton (WESC 29 dans le Finistère et WESC 22 dans les Côtes d'Armor)

2020-2023

- Mise en place d'une **commission spécifique** (TEC - Transition écologique et citoyenne)
- Organisation de **journées régionales thématiques** à Fougères et Kermarron
- Intégration de la transition écologique et citoyenne dans le **projet fédéral**

2024

- Identifier les enjeux de transition écologique en s'appuyant sur l'échelle départementale
- Réaliser un **état des lieux**
- Développer les **compétences** au sein du réseau

- Organiser des **rencontres régionales** (tous les deux ans) avec des interventions de qualité sur des volets de la transition écologique et citoyenne en lien avec la vie quotidienne

Alliances

- Réseau Education Environnement du Pays de Fougères (REEPF)
- Maison de la Consommation et de l'Environnement (MCE)
- Réseau d'éducation à l'environnement en Bretagne (REEB)
- Adhésion à la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire de Bretagne (CRESS)



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Fédération des centres sociaux de la Côte-d'Or

...

2024

- Réalisation d'un **état des lieux** des actions et des initiatives menées par les structures
- Lancer et animer une réflexion sur : "Comment agir auprès des habitant.es ?" et "Comment créer de la coopération et de l'entraide ?"
- **Accompagner et informer** les professionnel.les sur les enjeux environnementaux et leurs impacts sur nos sociétés

- Créer des initiatives communes en alliance avec d'autres partenaires (associations, fédérations etc.)
- **Essaimer des actions existantes** dans le réseau (repairs cafés, expériences départementales en épiceries solidaires, commandes groupées par exemple)

Alliances

- Confédération Paysanne : connaissance des producteurs locaux et informations sur la Sécurité sociale de l'alimentation
- Mise en lien au sujet des plans alimentaires territoriaux (PAT) : construction de partenariats avec des élu.es et des collectivités territoriales en vue d'actions collectives
- Mise en lien avec Alterre Bourgogne France Comté (partage d'informations et de formations)



ÎLE-DE-FRANCE

Fédération des centres sociaux et socioculturels de Paris

...

2019-2023

Lancement, mise en œuvre et essaimage du **projet de prospective populaire et participative** "Le Futur est à Nous !", qui a permis de faire émerger des visions d'un Paris et

d'un centre social en 2050, engagé sur la question environnementale (recueil de paroles d'habitant.es disponible en ligne).

2024

- Mise en route d'un **groupe de travail** fédéral sur l'environnement (sujet prioritaire à l'agenda de la prochaine Assemblée générale de la Fédération de Paris).
- Lancement d'une réflexion avec le Conseil d'administration sur la question de la résilience (la Fédération de Paris est investie dans le cadre du Plan résilience de la Ville de Paris qui a notamment pour but de préparer la population à vivre sous Paris à 50 degrés. Un travail est en cours pour valoriser et surtout définir auprès des divers acteurs le rôle du centre social dans la gestion de ce type de crise et ses limites).

Alliances

Démarrage d'une collaboration avec l'association Make Sense sur une formation des salarié.es des secteurs Jeunesse à la sensibilisation des jeunes aux problématiques de justice environnementale

Partie F

Quelques Introduction

Voilà des outils intéressants et recommandés par plusieurs. Que vous soyez déjà bien a dans votre social ou que vous souhai avec les habitant.es, les salarié.es et chacun.e y trouvera son bonheur, do ces ressources.

1. Voyage en 2030 Glorieuses

« Partons ensemble à la découverte des 2030 Glorieuses, cette époque fabuleuse dans laquelle on a fait émerger une société plus juste, plus durable et plus heureuse ! » : voilà qui annonce la couleur de ce jeu de plateau qui permet de jouer en groupe, à l'aide de cartes thématiques, pour débattre de solutions déjà mises en œuvre dans le monde. Un outil créatif et ludique pour libérer les imaginaires et inventer des futurs souhaitables. Et pour aller encore plus loin, vous pouvez découvrir la série de podcasts liée à ce jeu en ligne :

2030glorieuses.org

2. Les Fresques

Elles ont la côte aujourd'hui et il en existe déjà sur plus de 80 thématiques ! Le principe est toujours le même : un jeu de cartes, un groupe de participant.es et une personne à l'animation. Via l'intelligence



Réseau Jeunes national
en 2019 organisé à
Avignon : cinq jours de
débat et d'échanges
autour de l'urgence
écologique !

dont on se projette dans un futur désirable. Cette animation permet ainsi une entrée en matière parfaite pour aborder les enjeux environnementaux du point de vue émotionnel. Tout d'abord, elle propose aux participant.es un arpentage de multiples supports (textes, images, graphiques etc.) autour des enjeux climatiques. Après cette phase d'appropriation, les participant.es sont invité.es à témoigner selon quatre émotions : la peur, la joie, la colère, la tristesse. N'hésitez pas à vous adresser à la Fédération des centres sociaux et associations d'animation locale de la Drôme pour en savoir plus !

5. Le Tribunal des centres sociaux pour inaction climatique

Cette ressource est une création faite maison de la Fédération des centres sociaux de Vendée, qui est une mise en situation : on propose aux participant.es de plonger en 2040 au cœur d'un tribunal, lors du jugement des centres sociaux pour inaction climatique. Au titre de "maison des habitant.e.s", ils et elles doivent imaginer le rôle qu'ont joué (ou qu'auraient pu jouer) les centres sociaux. Un premier groupe prendra le rôle de celui qui accuse les centres sociaux d'inaction climatique et un second groupe, celui de leur défense. En fonction de votre groupe, l'enjeu est alors de construire votre argumentaire. Une animation collaborative,

ludique et prospective à ne pas manquer. N'hésitez pas à vous adresser à la Fédération des centres sociaux de Vendée pour disposer des supports pour animer cet outil dans votre structure !

6. Le futur est à nous

En 2019, les centres sociaux et socioculturels de Paris ont lancé une démarche de prospective populaire et participative avec pour objectif d'imaginer Paris et les centres sociaux et socioculturels parisiens en 2050. Elle a finalement pris la forme en 2024 d'un jeu de coopération ludique, non pas pour prédire l'avenir mais pour le préparer avec les habitant.es de leurs quartiers. Cette méthodologie est transférable à d'autres contextes et d'autres territoires. Souhaitant partager cette expérimentation remplie de succès, la Fédération parisienne met à disposition en ligne le recueil de paroles d'habitant.es pour un futur souhaitable, un guide méthodologique et le kit d'animation de ce jeu : paris.centres-sociaux.fr/lfean

7. Une exposition grand format sur la transition écologique et solidaire

La Fédération des centres sociaux et socioculturels de France a organisé le colloque "Osons la transition écologique et solidaire - La force d'un réseau pour agir" en 2022, dont les propos sont en grande partie repris dans cet ouvrage. Pierre Maricourt, formateur et facilitateur, a croqué les différentes séquences du colloque et a produit quatre

planches de facilitation graphique. Ces supports peuvent ainsi apporter des éléments pour s'acculturer à la thématique, alimenter vos réflexions et envies d'agir sur le terrain. N'hésitez pas à vous adresser à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France pour disposer des supports en version numérique pour créer votre propre exposition !

8. Capsules vidéo et cartes mentales pour s'inspirer du réseau drômois

La Fédération des centres sociaux et associations d'animation locale de la Drôme mène une démarche engagée en faveur de la transition écologique, citoyenne et solidaire depuis plusieurs années. Forte des expériences locales et des dynamiques poursuivies dans leur réseau, elle a produit des supports, afin de valoriser les actions des centres sociaux et espaces de vie sociale sur leur territoire. N'hésitez donc pas à vous adresser à la Fédération des centres sociaux et associations d'animation locale de la Drôme pour découvrir les témoignages de 10 structures sous forme de capsules vidéo et de cartes mentales pour vous inspirer et vous lancer !

zoom sur LA THÉMATIQUE DE L'ALIMENTATION À LA CROISÉE D'ENJEUX DE DÉMOCRATIE ET DE JUSTICE SOCIALE

CARAV'ALIM - MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

La Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, grâce à la mise en lien de la Fédération drômoise, a décidé de rejoindre en 2023 un collectif interassociatif, composé du réseau national des CIVAM (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural), du Secours Catholique, de l'UGESS (Union nationale des groupements des épicerie sociale et solidaires), AequitaZ France, ATD Quart Monde, d'Action contre la Faim et du réseau national des MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne).

Ce projet de "caravane alimentaire" est actuellement dans une phase de préfiguration avec l'ambition de construire un véritable "mouvement d'éducation populaire pour le droit à l'alimentation". Les trois objectifs fondateurs de ce réseau sont :

- Appuyer l'émergence et la progression d'initiatives sur la démocratie alimentaire
- Être un haut-parleur des injustices alimentaires
- Faire mouvement autour du droit à l'alimentation



Un invité bien spécial à ce Banquet citoyen organisé en 2022 à Buire en Picardie sur la thématique de l'alimentation !

Photo : Tous droits réservés

Afin d'entendre la parole des premier.es concerné.es par des injustices alimentaires et de rassembler de collecter des propositions pour l'accès digne de tous et toutes à une alimentation durable et de qualité, des ateliers ont eu lieu en 2023 aux quatre coins de la France avec des collectifs locaux d'acteurs et actrices, habitants et habitantes, autour de cette question. Un kit d'animation a ainsi été produit. N'hésitez pas à vous adresser à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France pour disposer de ce support pour l'utiliser localement.

En lien avec la démocratie alimentaire, voici d'autres ressources :

- Celles disponibles en ligne sur le site de Territoires à vivreS (expérimentations territoriales de coopérations pour un accès digne à une alimentation de qualité). Plus d'infos en ligne : territoires-a-vivres.xyz
- Une vidéo en ligne : "Démocratie alimentaire : de quoi parlons-nous ?" produite par le Collectif Démocratie alimentaire. Plus d'infos sur leur chaîne Youtube : [@democratiealimentaire2276](https://www.youtube.com/@democratiealimentaire2276)

Bibliographie

Articles universitaires

- **LE STRAT Anne** (2002), *L'écologie peut-elle être populaire ?*, *Mouvement* 2002/4, No 23, Edition La Découverte, pp. 76-80
Disponible sur : www.cairn.info/revue-mouvements-2002-4-page-76.htm
- **COMBY Jean-Baptiste** (2015), *À propos de la dépossession écologique des classes populaires*, *Revue Savoir/Agir*, 2015/3, No 33, Editions du Croquant, pp. 23-30
Disponible sur : www.cairn.info/revue-savoir-agir-2015-3-page-23.htm
- **LAIGLE Lydie** (2018), *Le citoyen dans la transition écologique. Transition écologique et durabilité : politique et acteurs / Nachhaltigkeit und Transition : Politik und Akteure*, Campus Verlag, pp. 293-309
Disponible sur : hal.science/hal-02355008/
- **BLANC Nathalie, PADDEU Flaminia** (2018), *L'environnementalisme ordinaire. Transformer l'espace public métropolitain à bas bruit ?*, *EspacesTemps.net*, Association Espaces Temps.net, pp.16
Disponible sur : shs.hal.science/halshs-02185381/document
- **Écologie et inégalités. Justice et soutenabilité - Justices**

climatiques - Inégalités environnementales en France (2020), *Revue de l'OFCE*, 2020/1, No 165, Éditions du Net
Disponible sur : www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/165/revue-165.pdf

• **DELDREVE Valérie** (2020), *La fabrique des inégalités environnementales en France. Approches sociologiques qualitatives*, *Revue de l'OFCE*, 2020/1, No 165, Éditions du Net, pp. 119-144
Disponible sur : www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2020-1-page-117.htm

• **LAURENT Eloi** (2020), *Soutenabilité des systèmes urbains et inégalités environnementales. Le cas français*, *Revue de l'OFCE*, 2020/1, No 165, Éditions du Net, pp. 145-168
Disponible sur : www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2020-1-page-145.htm

• **BOURG Dominique** (2020), *Inégalités sociales et écologiques. Une perspective historique, philosophique et politique*, *Revue de l'OFCE*, 2020/1, No 165, Éditions du Net, pp. 21-34
Disponible sur : www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2020-1-page-21.htm

• **HOURCADE Renaud, MC CLINTOCK Nathan** (2023), *L'alimentation, un enjeu de justice sociale : mouvements alimentaires, politiques publiques et inégalités*, *Lien social et Politiques*, 2023, No 90

Disponible sur : www.erudit.org/fr/revues/lsp/2023-n90-lsp08653/

• **Crise environnementale et sociale : les quartiers populaires relèvent le défi** (2023), *Les Cahiers du développement social urbain*, Labo-Cités, No 77
Extraits disponibles sur : www.labo-cites.org/system/files/documents/publications/2023-07/ExtraitC77.pdf

• **Écologie : un combat, des engagements** (2023), *La Tribune Fonda*, No 259
Disponible sur : fonda.asso.fr/tribunes/ecologie-un-combat-des-engagements

• **Vingt innovations pour la transition écologique et sociale des quartiers** (2023), *Les carnets du renouvellement urbain*, No 5
Disponible sur : www.anru.fr/sites/default/files/media/downloads/anru_carnetduru-n5_web-planches-2_bd.pdf

Ouvrages

• **BOOKCHIN Murray** (2020), *L'écologie sociale. Penser la liberté au-delà de l'humain*, Wildproject Editions, 340 p.

• **LARRÈRE Catherine et Raphaël** (2020), *Le Pire n'est pas certain - Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, Collection Générale, Premier Parallèle, 208 p.

• **MARTINEZ-ALIER Joan** (2014), *L'écologisme des pauvres : une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Institut Veblen pour les réformes économiques, Les Petits matins, 670 p.

• **OUASSAK Fatima** (2023), *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres*, Editions La Découverte, 198 p.

• **PARRIQUE Timothée** (2022), *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Editions du Seuil, 320 p.

Podcasts et articles de presse

• **WAKIM Nabil, Chaleur humaine. Comment s'adapter au changement climatique ?**, *Le Monde*, 56min, publiée le 17.05.2022
Disponible sur : www.lemonde.fr/podcast-chaleur-humaine/

• **WAKIM Nabil, Chaleur humaine. Les conseils du GIEC pour rompre avec les énergies fossiles**, *Le Monde*, 36min, publiée le 31.05.2022
Disponible sur : www.lemonde.fr/podcast-chaleur-humaine/

• **WAKIM Nabil, Chaleur humaine. Crise climatique : faut-il faire payer les riches ?**, *Le Monde*, 42min, publiée le 14.06.2022
Disponible sur : www.lemonde.fr/podcast-chaleur-humaine/

• **WAKIM Nabil, Chaleur humaine. Climat : comment ne pas déprimer ?**, *Le Monde*, 39min, publiée le 21.06.2022
Disponible sur : www.lemonde.fr/podcast-chaleur-humaine/

• **WAKIM Nabil, Chaleur humaine. Climat : peut-on sauver la planète avec des petits gestes ?**, *Le Monde*, 46min, publiée le 05.07.2022
Disponible sur : www.lemonde.fr/podcast-chaleur-humaine/

• **MANGIN Gaëtan, ROY Alex** (26 janvier 2023), *Sobriété : et si on s'inspirait de ceux et celles qui la pratiquent au quotidien*, *The Conversation*. Disponible sur : theconversation.com/sobriete-et-si-on-sinspirait-de-ceux-et-celles-qui-la-pratiquent-au-quotidien-198428

Ressources autres

MOOC UVED : OUTRE-MER et objectifs de développement durable : ils relèvent le défi !
1. L'écologie depuis les Outre-Mer français
2. Le développement durable par les Outre-Mer français
3. Innovation en Outre-Mer, un écosystème naissant
Vidéos et transcriptions des trois modules disponibles en ligne : www.uved.fr/fiche/ressource/outre-mer-et-objectifs-de-developpement-durable-ils-relevant-les-defis

Glossaire

Les définitions qui suivent sont fortement inspirées de la publication Repères “Centres sociaux et développement durable - Quels enjeux, quels repères et pour quelles transformations avec les habitant.es”(2009) et du “Petit cahier de Vendée n°1 : Pour une transition écologique, économique, citoyenne, solidaire et socialement juste !” (2023).

Action collective

Elle qualifie un groupe de personnes qui concentre leurs efforts face à une problématique sociale donnée dans un objectif commun. Ce qui les lie, c'est une volonté de changement profond ou de forte résistance. Pour qu'elle émerge, le problème et sa solution doivent être pensés, formulés et portés en collectif, afin de construire une “identité collective” et d'engager une prise de conscience du “nous”. Dans le réseau des centres sociaux, ces personnes sont souvent des habitant.es d'un territoire qui se mobilisent, trouvent et portent des propositions ensemble dans des domaines qui les concernent en premier lieu.

Eco-citoyenneté

Elle renvoie à la qualité de citoyen.ne : en d'autres termes, à l'exercice des droits et devoirs civils et politiques qui incombent à chaque individu (selon le dictionnaire du Petit Larousse). L'éco-citoyenneté appelle une citoyenneté incluant des principes en matière de respect de l'environnement et renvoie à la Charte de l'Environnement (cf. Introduction de cet ouvrage). Elle est fondée sur le fait que l'humanité a une responsabilité singulière vis-à-vis des autres

espèces vivantes et des milieux naturels de la planète. Elle est indissociablement liée à l'éducation, l'information et au droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

Coopération

Dans un système basé sur la coopération, les différents acteurs travaillent dans un esprit d'intérêt général de tous les acteurs. Cela suppose un certain degré de confiance et de compréhension. La coopération est antagoniste à la concurrence et à la compétition.

Décroissance soutenable

Elle constitue une alternative au concept de développement durable créé dans les années 70 (cf. Partie A de cet ouvrage). Derrière cette notion, il y a l'idée selon laquelle “il n'est pas de croissance infinie possible sur une planète finie” Les partisan.es de cette pensée contestent ainsi la possibilité d'une croissance économique durable et prônent une civilisation dite “sobre”, dans laquelle les pays riches s'engagent à “entrer en décroissance”, en réduisant drastiquement leurs productions et leurs consommations, notamment

afin de restaurer une certaine justice sociale entre les pays du Nord et du Sud et entre les générations.

Démocratie participative

Elle désigne l'ensemble des dispositifs et des procédures qui permettent d'augmenter l'implication des citoyen.nes dans la vie politique et d'accroître leur rôle dans les prises de décision. Par rapport à la démocratie représentative, la démocratie participative se présente comme un système mixte dans lequel le peuple délègue son pouvoir à des représentant.es, qui proposent et votent des lois, mais conservent cependant le pouvoir de se saisir lui-même de certaines questions. La transition écologique est un enjeu majeur de démocratie (cf. Partie B de cet ouvrage) : elle invite donc à renouveler les modes de prise de décision et à repenser la place et le rôle des citoyen.nes dans la décision et l'action.

Développement social local (DSL)

C'est une démarche globale d'intervention sur un territoire mobilisant collectivement les acteurs (habitant.es, citoyen.nes, élu.es, institutions) et les ressources, afin

d'organiser les conditions d'une évolution sociale positive et d'améliorer globalement et individuellement les conditions de vie des habitant.es. En ce sens, le DSL répond au délitement du lien social en renforçant la cohésion sociale.

Développement du pouvoir d'agir (DPA)

Pensé par le professeur en éducation de l'Université de Laval, Yann Le Bossé, comme traduction théorique du concept d’*“empowerment”*, le DPA « se réfère à la capacité concrète des personnes d'exercer un plus grand contrôle sur ce qui est important pour elles, leurs proches ou la collectivité à laquelle elles s'identifient ». Il revient donc à développer des capacités pour identifier ses besoins et ses freins, à y trouver des solutions et à mobiliser les ressources nécessaires de façon à se sentir “acteur de sa propre vie”. Le pouvoir d'agir se cultive non seulement à l'échelle individuelle mais aussi collective, approche dans laquelle sont encouragés le partage des ressources et la coopération.

Eco-anxiété

L'éco-anxiété est un terme renvoyant aux expériences d'anxiété liées aux bouleversements environnementaux⁴⁰ - que ce soit de l'angoisse, de la frustration, de la colère, de l'impuissance ou de la culpabilité. Elle est déclenchée par les conséquences du changement climatique et la multiplicité des catastrophes environnementales, notamment l'élimination d'écosystèmes entiers et d'espèces végétales et animales, des phénomènes météorologiques extrêmes, la pollution, la déforestation, l'élévation du niveau de la mer ou le réchauffement de la planète.

Équité

« Vertu qui consiste à régler sa conduite sur le sentiment naturel du juste et de l'injuste » (selon le dictionnaire Le Robert). L'équité est expressément mentionnée dans le principe n° 3 de la Déclaration du Sommet de la Terre à Rio, selon lequel « le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes (équité intragénérationnelle) et futures (équité intergénérationnelle) ».

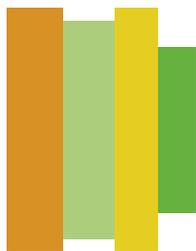
La notion d'équité renvoie fréquemment à celle d'intérêt public ou d'intérêt général.

Résilience

En écologie, la résilience est en premier lieu un concept scientifique qui désigne une capacité d'adaptation du vivant après avoir vécu une perturbation majeure. Liée à ce qu'on qualifie de “sobriété choisie”, elle renvoie à un mode de vie consistant à diminuer de manière intentionnelle sa consommation. L'objectif est de mener une vie centrée sur des valeurs définies comme “essentielles”. La sobriété choisie s'oppose en ce sens à la sobriété subie, consistant à baisser sa consommation pour des raisons d'ordre économique uniquement.

Références

- 1** usbeketrica.com/fr/article/l-etat-francais-condamne-pour-inaction-climatique-une-premiere
- 2** unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000052944_fre
- 3** www.monde-diplomatique.fr/mav/167/DESCAMPS/60401
- 4** www.novethic.fr/actualite/economie/isr-rse/il-y-a-50-ans-le-rapport-meadows-alertait-sur-les-limites-planetaires-150665.html
- 5** www.un.org/fr/conferences/environment/stockholm1972
- 6** www.ecologie.gouv.fr/comprendre-giec
- 7** www.geo.fr/environnement/le-rapport-brundtland-pour-le-developpement-durable-170566
- 8** www.un.org/french/events/rio92/aconf15126vollf.htm
- 9** http://www.adequations.org/IMG/article_PDF/article_a243.pdf
- 10** www.un.org/sustainabledevelopment/fr/development-agenda/
- 11** onu.delegfrance.org/5-ans-de-l-accord-de-paris-5-choses-a-savoir
- 12** aoc.media/analyse/2018/04/10/anthropocene-quest-cest/
- 13** www.vie-publique.fr/parole-dexpert/271086-terre-climat-quest-ce-que-lanthropocene-ere-geologique
- 14** www.vie-publique.fr/parole-dexpert/271086-terre-climat-quest-ce-que-lanthropocene-ere-geologique
- 15** www.cairn.info/revue-vacarme-2017-4-page-28.htm
- 16** www.cairn.info/revue-vacarme-2017-4-page-28.htm
- 17** www.cpcp.be/wp-content/uploads/2019/02/collapsologie.pdf
- 18** www.cpcp.be/wp-content/uploads/2019/02/collapsologie.pdf
- 19** [collapsologie-est-elle-juste-une-fantaisie-sans-fondement-1379410](https://www.radiofrance.fr/franceculture/theorie-de-l-effondrement-la-collapsologie-est-elle-juste-une-fantaisie-sans-fondement-1379410)
- 20** www.cpcp.be/wp-content/uploads/2019/02/collapsologie.pdf
- 21** www.gremag.fr/article/561/15-stephane-labranche-sociologue-du-climat-grenoblois.htm
- 22** www.gremag.fr/article/561/15-stephane-labranche-sociologue-du-climat-grenoblois.htm
- 23** www.gremag.fr/article/561/15-stephane-labranche-sociologue-du-climat-grenoblois.htm
- 24** www.gremag.fr/article/561/15-stephane-labranche-sociologue-du-climat-grenoblois.htm
- 25** <http://www.bruno-latour.fr/sites/default/files/downloads/2019-AOC-CONSULTATION.pdf>
- 26** www.cairn.info/revue-informations-sociales-2022-2-page-56.htm
- 27** www.socioeco.org/bdf_fiche-publication-1047_fr.html
- 28** www.socioeco.org/bdf_fiche-publication-1047_fr.html
- 29** books.openedition.org/ies/347?lang=fr
- 30** cdurable.info/Rapport-mondial-des-Nations-Unies-sur-les-ressources-en-eau-2023.html
- 31** www.nationalgeographic.fr/environnement/etats-unis-la-question-de-la-justice-environnementale-enfin-au-coeur-du-debat
- 32** www.cairn.info/revue-de-philosophie-economique-2015-1-page-3.htm
- 33** ejatlas.org/
- 34** www.editionsducommun.org/products/ou-sont-les-gens-du-voyage-william-acker
- 35** *Social-Ecologie*, 2011, Flammarion
- 36** *La fabrique des inégalités environnementales en France*, 2020, INRAE
- 37** propositions. conventioncitoyennepourleclimat.fr/
- 38** Ce texte s'appuie partiellement sur l'article de septembre 2023 de Théodore Tallent, chercheur doctorant en Science politique au Centre d'études européennes et de politique comparée à Sciences Po : theconversation.com/quelle-place-pour-lecologie-populaire-dans-la-planification-ecologique-204830
- 39** Cette partie reprend partiellement le travail de mémoire intitulé *"Du récit territorial à l'action collective : quelle place les centres sociaux peuvent-ils occuper au sein des écosystèmes territoriaux pour contribuer au mouvement de transition écologique et sociale ?"* de Lucie Baptiste, étudiante en Master 2 Gestion des territoires et développement local auprès de l'Université d'Angers, présenté en juin 2022
- 40** www.jean-jaures.org/publication/eco-anxiete-analyse-dune-angoisse-contemporaine/



Centres Sociaux **Pour une transformation** **écologique, solidaire** **et citoyenne** **de la société**

La force d'un réseau pour agir

Cette publication propose un point d'étape des réflexions menées au niveau national par le chantier "Transformation écologique, solidaire et citoyenne" (TESC), une dynamique inter-fédérale appuyée par la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France. Elle propose de se plonger dans l'histoire de la question environnementale au niveau national et international depuis les années 70, d'explorer en quoi la transition écologique est un enjeu majeur de justice sociale et de démocratie - en abordant la question des inégalités environnementales, de la justice climatique et de l'écologie populaire - et d'analyser le rôle primordial des centres sociaux dans cette "transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société". Également, elle rassemble de nombreuses initiatives et expériences de centres sociaux, de fédérations et d'unions de notre réseau déjà engagés dans ce domaine sous des formes diverses et variées. De quoi s'inspirer collectivement pour construire une vision commune d'une société désirable et pour accompagner le débat et le pouvoir d'agir sur nos territoires !



**Fédération des centres Sociaux
et Socioculturels de France [FCSF]**

10, rue Montcalm

75869 Paris Cedex 18

www.centres-sociaux.fr